

P.3 //
L'ÉLITE FINANCIÈRE DU
POUVOIR, JOHN BELLAMY
FOSTER

P.16 //
CRISE ÉCONOMIQUE
ET FÉMINISATION
DU TRAVAIL

P.21 //
A LIRE

La breche



NUMÉRO ÉLECTRONIQUE

05/11



S O M M A I R E

M A I 2 0 1 1

ÉTATS-UNIS

P. 3 L'ÉLITE FINANCIÈRE DU POUVOIR

Les multiples décisions récentes de l'administration Obama confirment l'emprise décisive du secteur financier sur les mécanismes du pouvoir aux Etats-Unis. Dans ce sens, l'article de John Bellamy Foster et de Hannah Holleman, bien que datant de mai 2011, est solidement confirmé.

JOHN BELLAMY FOSTER ET
HANNAH HOLLEMAN

À LIRE

P. 21

JOHN BELLAMY FOSTER

THE ECOLOGICAL REVOLUTION: MAKING PEACE WITH THE PLANET

TED BENTON

P. 23

ORLANDO FIGES

LES CHUCHOTEURS. VIVRE ET SURVIVRE SOUS STALINE

ALEX MARTINS

SALARIAT

P. 16 CRISE ÉCONOMIQUE ET FÉMINISATION DU TRAVAIL

Lidia Cirillo analyse les interactions complexes entre crise, mutations des types d'emploi, statut des femmes salariées et leurs implications sur le salariat dans son ensemble.

LIDIA CIRILLO

JOHN | BELLAMY FOSTER
ET HANNAH | HOLLEMANÉ T A T S - U N I S
L'ÉLITE FINANCIÈRE
DU POUVOIR

LES MULTIPLES DÉCISIONS RÉCENTES DE L'ADMINISTRATION OBAMA CONFIRMENT

3

L'EMPRISE DÉCISIVE DU SECTEUR FINANCIER SUR LES MÉCANISMES DU POUVOIR AUX

ÉTATS-UNIS. DANS CE SENS, L'ARTICLE DE J. BELLAMY FOSTER ET H. HOLLEMAN, BIEN QUE

DATANT DE MAI 2010, EST SOLIDEMENT CONFIRMÉ.

Vous voulez dire que la réussite du programme [économique] et ma propre réélection dépendent de la Réserve fédérale et d'une bande de foutus courtiers en bourse ?
Président Bill Clinton ^[1]

Ce n'est qu'en deux occasions que, précédemment, durant le XX^e siècle, la colère populaire contre les élites financières des États-Unis avait atteint le niveau constaté aujourd'hui avec la grande crise financière de 2007-2009 : lors de ce qu'on a appelé la panique bancaire en 1907 et suite au krach de Wall Street en 1929. Fin octobre 2009, un sondage du magazine *Time* révélait que 71 % des personnes interrogées étaient convaincues qu'il fallait imposer des limites à la rémunéra-

tion des managers de Wall Street ; 67 % voulaient que le gouvernement impose des baisses de salaires aux managers des sociétés de Wall Street bénéficiant de fonds gouvernementaux salvateurs ; et 58 % étaient d'accord que Wall Street exerçait une trop grande influence sur la politique de relance économique du gouvernement. ^[2]

En janvier 2009, s'appuyant sur la colère croissante contre les intérêts financiers, le président Obama a qualifié de « honteux » les bonus bancaires exorbitants, subventionnés par des renflouements opérés aux frais du contribuable. Il a menacé d'édicter de nouvelles réglementations. Le journaliste Matt Taibbi ouvrait, en juillet 2009, son article de la revue *Rolling Stone* ainsi : « La première chose que vous devez savoir à propos de Goldman Sachs, c'est qu'elle est partout. La banque d'investissement la plus puissante du monde est une grande pieuvre vampire qui enveloppe le visage de l'humanité, enfonçant sans cesse son siphon à sang dans tout ce qui dégage l'odeur de l'argent. » L'ancien chef économiste du FMI, Simon Johnson, a publié en mai 2009 dans la

* John Bellamy Foster est professeur de sociologie à l'Université d'Oregon et rédacteur en chef de la revue *Monthly Review*. Hannah Holleman suit une formation post-grade à l'Université d'Oregon et collabore à la *Monthly Review*.

1. Cité dans Bob Woodward, *The Agenda*, Simon and Schuster, New York, 1994, p. 73.

2. Henry Kaufman, *The Road to Financial Reformation*, Wiley, Hoboken NJ, 2009, p. 153 ; « What's Still Wrong with Wall Street ? », *Time Magazine*, October 29, 2009, p.26.

revue *Atlantic* un article intitulé « Le coup d'Etat tranquille ». Il y décrit la façon dont l'« *oligarchie financière des Etats-Unis* » a usurpé au sein du gouvernement fédéral des positions qui donnent « *au secteur financier un droit de veto sur la politique de l'Etat* ». [3]

La Commission d'enquête sur la crise financière, réunie à Washington en 2009, a été chargée d'examiner « *les causes, domestiques et mondiales, de l'actuelle crise financière et économique aux Etats-Unis* ». Son président, Phil Angelides, a comparé sa tâche à celle des auditions Pecora qui avaient mis en évidence, dans les années 1930, les excès spéculatifs et les méfaits de Wall Street. Les premières auditions ont commencé en janvier 2010 avec les PDG de quelques-unes des plus grandes banques des Etats-Unis : Bank of America, JPMorgan Chase, Goldman Sachs et Morgan Stanley. [4]

Entre-temps, le gouvernement fédéral a poursuivi son programme de sauvetage des banques, canalisant dans leur direction des milliers de milliards de dollars sous forme d'injections de capital, de garanties d'emprunts, de subventions, d'achat de titres toxiques, etc. Mi-2010 voit des faillites bancaires records mais aussi une concentration financière rapide : les « *firmes (déjà) trop grandes pour faire faillite* », situées au sommet du système

financier, sont en train de devenir plus grandes encore.

Tout cela soulève la question de la formation d'une élite financière du et au pouvoir. Le pouvoir des intérêts financiers dans la société a-t-il augmenté aux Etats-Unis ? La poigne croissante de Wall Street en est-elle venue à affecter l'Etat lui-même ? Comment cela est-il relié à la présente crise ? Nous allons argumenter que la financiarisation du capitalisme aux Etats-Unis depuis quarante ans a été accompagnée par un déplacement dramatique, et probablement durable à long terme, de la « *localisation* » de la classe capitaliste. Une partie croissante de cette classe tire désormais sa richesse de la finance et non plus de la production. Cette domination croissante de la finance peut s'observer aujourd'hui dans les couloirs du pouvoir d'Etat.

LE TRUST DE L'ARGENT

La colère contre l'existence d'un « *trust de l'argent* » dominant l'économie des Etats-Unis a pris des proportions importantes à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. C'était l'époque où les banquiers d'investissement accouchaient de ces mastodontes économiques qui inauguraient la nouvelle ère du capital monopolistique. En retour, les banques d'investissement obtenaient ce que le marxiste autrichien Rudolf Hilferding a désigné, dans son

livre fameux de 1910, *Le capital financier, « les profits du promoteur »*. [5] Hilferding et, aux Etats-Unis, l'économiste et sociologue radical Thorstein Veblen furent les deux grands théoriciens de la montée de la nouvelle ère du capital monopolistique et du contrôle financier. Veblen écrivait que « *les banquiers d'investissement sont, dans la société, collectivement les gardiens de la propriété des propriétaires absenteïstes dans leur ensemble, l'état-major en charge de la conduite des affaires...* (L)es banques qui se sont engagées dans cette entreprise ont acquis un intérêt de contrôle effectif dans les sociétés anonymes dont elles administrent les affaires financières. » [6] Lors de la création, en 1901, du géant de l'acier US Steel Corporation, fusion qui, à l'époque, fit référence, le consortium de souscripteurs que JPMorgan et Co [7] avait réuni pour placer en bourse le capital-actions s'est vu octroyer 1,3 million d'actions et plus de 60 millions de dollars de commissions, dont 12 millions de dollars pour JPMorgan et Co. [8]

La panique bancaire de 1907 qui, en l'absence d'une banque centrale, a vu intervenir JPMorgan lui-même pour stabiliser le système financier a conduit à la fondation, en 1913, de la Réserve fédérale (*Federal Reserve System*) dont la vocation est de fournir des liquidités aux banques en cas de crise. Mais elle a aussi suscité l'accusation, formulée en premier par le congressiste Charles A. Lindbergh (père du célèbre aviateur), qu'un « *trust de l'argent* » dominait la finance et l'économie aux Etats-Unis. Woodrow Wilson, alors gouverneur du New Jersey, déclara : « *Le grand monopole dans ce pays, c'est le monopole de l'argent.* »

En 1912, une enquête, visant à établir la part de réalité de cette question du trust de l'argent, fut ouverte par la Commission du Congrès chargée de la banque et de la monnaie, présidée par Arsène Pujo, représentant de la Louisiane. La commission Pujo a révélé que 22 % du total des ressources bancaires de la nation étaient concentrés dans des banques et des trusts basés en ville de New York. Elle a publié des documents montrant la chaîne de la propriété et du contrôle financier, concentrant particulièrement ses observations sur le vaste empire financier-industriel de JPMorgan, et soulignant les chaînes de directoires imbriqués au travers desquels ce contrôle s'exerçait. Elle désigna

L'oligarchie financière des Etats-Unis a usurpé au sein du gouvernement fédéral des positions qui donnent au secteur financier un droit de veto sur la politique de l'Etat.

ce qu'elle considérait comme un « groupe intérieur » – personnifié par le trio formé par Morgan lui-même pour JPMorgan et Co., avec George F. Baker de la First National Bank et James Stillman de la National City Bank –, énumérant également les diverses autres banques et entreprises qu'ils contrôlaient. Ensemble, les membres de ce trio occupaient trois cents postes d'administrateurs dans plus de cent sociétés anonymes. La commission Pujo les accusa d'utiliser ce réseau extensif de holdings et de postes d'administrateurs, non pas à des fins d'investissement, mais bien plutôt à un contrôle de la finance et de l'industrie des Etats-Unis. La commission concluait à l'existence « d'une identité et communauté d'intérêts, institutionnalisée et bien définie, entre un petit nombre de leaders de la finance, créée et maintenue resserrée par le moyen de la propriété d'actions, des directeurs imbriqués, des partenariats et des transactions de comptes joints, ainsi que d'autres formes de domination sur des banques, des sociétés de dépôt et de gestion (trusts), des compagnies de chemins de fer, des entreprises de services publics et industrielles, ayant abouti à une grande concentration rapidement croissante du contrôle de l'argent et du crédit entre les mains de ces quelques hommes ».

Quoique la commission Pujo ait eu en fin de compte peu d'effet sur le Congrès, elle allait renforcer la préoccupation à propos du « trust de l'argent » et du rôle des banquiers d'investissement. Le réquisitoire le plus brûlant, basé sur ses révélations, fut formulé par Louis Brandeis^[9] en 1913, dans *L'argent des autres et comment les banquiers s'en servent (Other People's Money and How the Bankers Use It)*, en ces termes : « L'élément dominant dans notre oligarchie financière, c'est le banquier d'investissement. Des banques associées, des sociétés de dépôt et de gestion (trusts) et des compagnies d'assurances sur la vie sont ses outils... Le développement de notre oligarchie financière a suivi... le parcours avec lequel l'histoire du despotisme politique nous a familiarisés : usurpation, procédant par empiètement graduel plutôt que par des actes violents, cumul subtil et souvent longtemps caché de fonctions distinctes... C'est par de tels procédés que César Auguste est devenu le maître de Rome. »^[10]

Le krach de la bourse de Wall Street en 1929 et la Grande Dépression qui a suivi ont à nouveau conduit à des enquêtes à propos du « trust de l'argent ». Dans son

discours inaugural du 4 mars 1933, le président Franklin D. Roosevelt déclarait : « *Les changeurs d'argent ont fui leurs trônes dans le temple de notre civilisation. Nous pouvons désormais restaurer ce temple dans son ancienne vérité.* » En 1932, la Commission du Sénat sur la banque et la monnaie avait entrepris une enquête de deux ans sur le marché des titres et le système financier dans son ensemble, enquête plus connue sous le nom d'auditions Pecora, du nom de celui qui sera son dernier avocat-conseil en chef, Ferdinand Pecora^[11]. Comme l'avait fait la commission Pujo, l'enquête Pecora mit en évidence les activités spéculatives des filiales d'investissement des principales banques. Elle a aussi particulièrement mis en évidence les postes d'administrateurs imbriqués qui formaient une toile complexe avec, en son centre, une poignée d'intérêts financiers dont les plus significatifs étaient ceux de JPMorgan et Co. et Drexel et Co. L'enquête Pecora concluait que le pays était « placé sous le contrôle des financiers ». Cette conclusion conduisit directement à la fondation de la Commission fédérale sur les valeurs mobilières et la bourse (SEC), ainsi qu'au vote, une année plus tard, de la Loi Glass-Steagall qui imposa, entre autres choses, la séparation de la banque commerciale et de la banque d'investissement. Celui qui résuma peut-être le mieux le sentiment populaire à ce moment fut le représentant de l'Ohio, Charles Truax, qui déclara à propos de la loi de 1934 sur les titres et les bourses de valeurs : « *Je suis pour ce projet de loi, parce qu'il va faire quelque chose à la bande de racketteurs et de vampires la plus sanglante qui ait jamais sucé le sang de l'humanité.* »^[12]

« L'ÉPOQUE DE LA BANQUE ENNUYEUSE »

Paul Krugman a appelé la période qui a succédé à la Grande Dépression et s'est étendue jusqu'aux années 1970, « l'époque de la banque ennuyeuse » : « *L'industrie de la banque qui a émergé de cet effondrement (dans les années 1930) était étroitement réglementée, beaucoup moins haute en couleurs que la banque d'avant la Dépression et bien moins lucrative pour ceux qui la dirigeaient. La banque devint ennuyeuse, en partie parce que les banques étaient si conservatrices. La dette des ménages qui avait chuté fortement en proportion du PIB durant la Dépression et durant la Deuxième Guerre*

3. « Obama Calls Wall Street Bonuses Shameful », New York Times, January 29, 2009 ; Matt Taibbi, « The Great American Bubble Machine », Rolling Stone, July 13, 2009, <http://rollingstone.com> ; Simon Johnson, « The Quiet Coup », May 2009, <http://theatlantic.com>.

4. Paul Angelides, « Opening Remarks », Financial Crisis Inquiry Commission, Washington, D.C., September 17, 2009.

5. Rudolf Hilferding, *Finance Capital*, Routledge and Kegan Paul, London, 1981, pp. 128-29 (*Le capital financier*, Les Editions de Minuit, Paris 1970).

6. Thorstein Veblen, *Absentee Ownership and Business Enterprise in Recent Times*, Augustus M. Kelley, New York, 1923, pp. 340-43.

7. John Pierpont Morgan (1837-1913), son fils John Pierpont Morgan (1867-1943). (NdT)

8. Jerry W. Markham, *A Financial History of the United States*, M.E. Sharpe, Armonk, New York, 2002, vol. 2, pp. 12-13 ; Paul M. Sweezy, « Investment Banking Revisited », *Monthly Review* 33, no. 10, March 1982, p. 6.

9. Louis Dembitz Brandeis (1856-1941), avocat à Boston, défenseur de causes célèbres en défense des salariés et des droits démocratiques, contre les grands capitalistes et en particulier contre J.P.Morgan ; juge à la Cour suprême de 1916 à 1941 où il fut le premier juif. (NdT)

10. U.S. House of Representatives, 62nd Congress, Report of the Committee Appointed Pursuant to House Resolutions 429 and 504 to Investigate the Concentration of Control of Money and Credit, February 28, 1913 (Pujo Committee), 55, 129 ; Markham, *A Financial History*, vol. 2, 47-54 ; Louis Brandeis, *Other People's Money*, Frederick A. Stokes Co, New York, 1914, pp. 1-4.

11. Ferdinand J. Pecora (1882-1971), avocat d'origine sicilienne, substitut du procureur de la ville de New York, nommé en 1932 sous l'administration Hoover avocat-conseil de la commission du Sénat sur la banque et la monnaie pour l'enquête sur la crise financière, confirmé dans cette fonction sous l'administration Roosevelt qui le nomma un des commissaires de la nouvelle Securities and Exchange Commission / SEC (Commission fédérale des titres et des changes), devint en 1935 juge au tribunal suprême de l'Etat de New York ; retourna à la pratique privée en 1950. (NdT)

12. Markham, *A Financial History*, vol. 2, pp. 173-86. L'étude la plus détaillée des différents groupes d'intérêts financiers dans l'économie des Etats-Unis, réalisée durant la période du New Deal, fut « Interest Groups in the American Economy » par Paul M. Sweezy, publié comme Appendice 13 de la Partie 1 du rapport du National Resources Committee, *The Structure of the American Economy* (Washington, 1939). Republié plus tard in Paul M. Sweezy, *The Present as History*, Monthly Review Press, New York, 1953, pp. 158-88.



13. Paul Krugman, « Making Banking Boring », *New York Times*, April 9, 2009.

14. John Kenneth Galbraith, *American Capitalism*, Houghton and Mifflin, Boston, 1953. (D'origine canadienne, John Kenneth Galbraith (1908-2006) a appartenu comme jeune économiste à l'équipe des conseillers économiques de l'administration Roosevelt. Il a publié en 1954 une histoire du krach de 1929 qui fera autorité. En 1961, le président Kennedy le nomme ambassadeur en Inde. Dans les années 1960 et 1970, il est le conseiller économique de plusieurs candidats démocrates plutôt à la gauche du parti et malheureux. Jusqu'à la fin de sa longue vie, il a analysé le boom de l'après Deuxième Guerre mondiale, puis les transformations néolibérales dès les années 1970, dans des nombreux ouvrages pour un grand public cultivé, en marge de l'orthodoxie économique. Dans les années 1990 et au tournant du siècle, le plus éminent des derniers keynésiens de gauche, il a été jusqu'à sa mort un des critiques les plus éloquents de la minceur théorique, de l'arrogance antisociale et de la cupidité de la contre-réforme conservatrice. (NdT)

15. V.I. Lenin, *Imperialism*, International Publishers, New York, 1939, p. 47 ; Veblen, *Absentee Ownership*, p. 227 ; Paul M. Sweezy et Harry Magdoff, *The Dynamics of U.S. Capitalism*, Monthly Review Press, New York, 1972, p. 143.

16. Des parties de cette section ont été adaptées de John Bellamy Foster et Hannah Holleman, « The Financialization of the Capitalist Class : Monopoly-Finance Capital and the New Contradictory Relation of Ruling Class Power » in Henry Veltmeyer, ed., *Imperialism, Crisis and Class Struggle : The Enduring Verities and Contemporary Face of Capitalism – Essays in Honour of James Petras*, Brill, London, 2010, à paraître, pp. 163-73.

17. Voir, par exemple, Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff, *This Time is Different : Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton University Press, Princeton, 2009.

18. Une claire indication en est le fait que de tels gains disproportionnés en profits financiers, relativement à d'autres secteurs, n'ont pas été constatés à la fin des années 1920 avant le krach de 1929. Voir Solomon Fabricant, « Recent Corporate Profits in the United States », National Bureau of Economic Research, Bulletin 50 (April 1934), tableau 2.

mondiale resta bien en dessous de ses niveaux d'avant 1930.»^[13] Dans les années 1960, le pouvoir relatif du secteur financier dans le capitalisme des Etats-Unis, déclina. La banque d'investissement, qui avait été si importante dans ses beaux jours des premières décennies du XXe siècle, diminua en pouvoir et en influence.

On attribue souvent l'apparition de l'époque de la banque ennuyeuse à la mise en place d'une réglementation de la finance qu'on associe à la Loi Glass-Steagall et à la Loi sur les valeurs mobilières et la bourse (Securities and Exchange Act). En réalité, cependant, la stabilité financière relative durant ces années-là, et le déplacement de l'économie hors du contrôle financier exercé par les banques, procédait plutôt de la croissance massive de l'entreprise industrielle géante, au cours de ce qu'on a appelé « l'âge d'or » du capitalisme, faisant suite à la Deuxième Guerre mondiale. De telles sociétés géantes produisaient des surplus économiques énormes et étaient capables de financer leur expansion, pour l'essentiel, sur leurs fonds propres. Dans *American Capitalism* (1952), John Kenneth Galbraith écrivait : « Tandis que le banquier, comme symbole du pouvoir économique, passait dans l'ombre, sa place a été prise par la société industrielle géante. »^[14] Il serait néanmoins plus exact de dire que ce qui a émergé après les années 1920 c'est la « fusion », sous le capitalisme monopolistique, du capital financier et du capital industriel, comme l'avaient suggéré tant Lénine que Veblen.^[15]

L'ÈRE DE LA FINANCIARISATION^[16]

Ces dernières décennies, les années 1970 et tout particulièrement les années 1980 ont vu la financiarisation rapide de l'économie des Etats-Unis et du capitalisme mondial dans son ensemble. Le centre de gravité du système s'est déplacé de la production vers la finance. Malgré des crises financières périodiques, à commencer par la faillite de la Pennsylvania Central Railroad en 1970, l'Etat est chaque fois intervenu comme prêteur de dernière instance cherchant à soutenir le système financier. Sur plusieurs décennies, le résultat en a été la croissance massive d'un système financier, dans lequel l'élimination par la dette et la faillite n'avait plus jamais vraiment lieu. Cela a conduit à des crises

financières plus grandes et à des interventions de l'Etat plus agressives. Un indice de cet échec à éliminer de force certaines dettes malgré des effondrements répétés du crédit, et de la croissance résultante de la pyramide financière, c'est l'augmentation, historiquement sans précédent, de la part des profits financiers (c'est-à-dire ceux des entreprises financières). Cette part a passé de 17% du total des profits domestiques des entreprises en 1960, à un sommet de 44% en 2002. Bien que cette part soit retombée à 27% en 2007, au seuil de la grande crise financière de 2007-2009 (en partie à cause de la croissance des profits industriels durant cette période), elle est restée stable quand la crise s'est approfondie, et a rebondi à 31% durant les trois premiers trimestres de 2009, bien au-dessus de son niveau d'avant la crise, et cela grâce au sauvetage opéré par le gouvernement fédéral (aussi du fait que les profits industriels restaient englués dans la récession). **(Voir graphique 1)**

De nos jours, il est devenu habituel pour les économistes de présenter la grande crise financière de 2007-2009 comme juste une crise de plus, quoique plus sévère, crise faisant partie d'un cycle récurrent sous le capitalisme.^[17] Cependant, même si le siècle passé a vu plusieurs autres moments d'euphorie et de panique financière (le plus fameux étant les proverbiales années folles de 1920 ayant conduit au krach de 1929), le déplacement massif et séculaire vers des profits financiers accrus, se prolongeant sur des décennies, est historiquement sans précédent.^[18] Cela représente un retournement de l'économie capitaliste, ce que Paul Sweezy appelait en 1997 « la financiarisation du processus de l'accumulation capitaliste ». Dans les époques antérieures du développement capitaliste, les bulles financières survenaient au sommet du cycle économique, reflétant ce que Marx appelait la « pléthore de capital argent » au sommet de la spéculation, juste avant la chute. Mais à l'heure actuelle, les bulles financières doivent plutôt être considérées comme les manifestations d'un processus séculaire de financiarisation. Aujourd'hui, les bulles financières se nourrissent de la stagnation plutôt que de la prospérité. Les expansions spéculatives servent à stimuler un moment l'économie sous-jacente, mais conduisent inévitable-

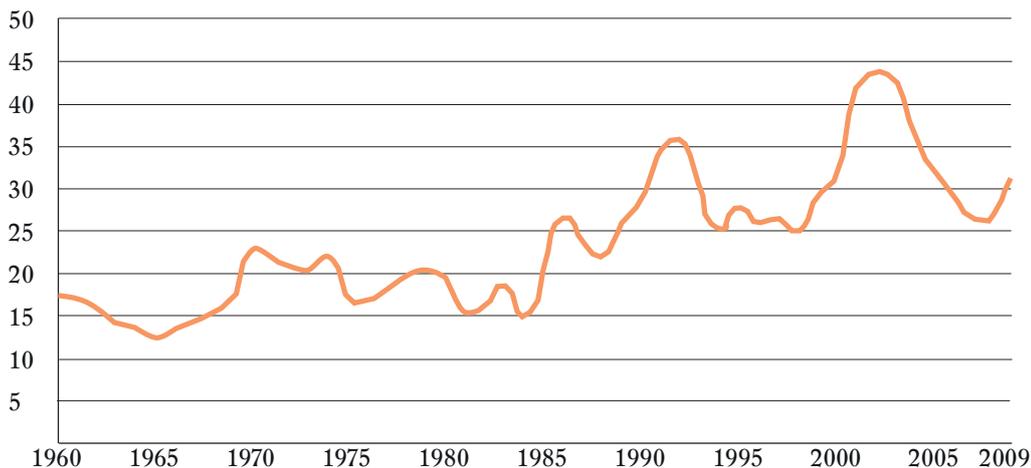
ment à une instabilité financière croissante.^[19]

Le système financier a ainsi été transformé historiquement en une économie de casino. Cela a commencé dans les années 1970, en réponse à la réapparition de tendances à la stagnation dans la production, et cela s'est accéléré sans cesse depuis lors. A la suite du krach boursier mémorable de 1987, certains des économistes qui avaient suivi l'explosion financière depuis le début des années 1970 (et même avant), tels que Hyman Minsky et Paul Sweezy, ont argumenté que le système avait connu une transformation majeure. Ce que Minsky dénomma le « *capitalisme du gestionnaire financier* » et Sweezy le « *triomphe du capital financier* ». Plus récemment, cette nouvelle phase a été désignée par les termes de « *capital monopolistique de finance* ».^[20]

Avec les progrès de la financiarisation, des formes de plus en plus exotiques de nouveautés financières sont apparues (toutes sortes de *futures*, options, dérivés, *swaps*), en parallèle avec la croissance d'un véritable système bancaire fantôme, hors bilan des banques. La Loi Glass-Steagall fut abolie en 1999. Bien que cela n'ait pas été en soi un événement historique majeur, cela symbolisait l'ampleur de la dérégulation qui avait lieu. Le système était devenu de plus en plus complexe, opaque et ingouvernable. On entra dans une toute nouvelle époque de conglomerats financiers. Et survint la grande crise financière de 2007.

Dans la préoccupation du public pour le « *trust de l'argent* » du début du XX^e siècle, cela n'a jamais été directement la concentration de la propriété dans la finance qui figurait au premier plan, car la banque était moins concentrée que d'autres secteurs économiques. Mais c'étaient plutôt les directoires imbriqués et les diverses pratiques de prêt impliquant la « *réciprocité* », au travers desquels il apparaissait que le « *trust de l'argent* », centré sur un petit nombre de banques puissantes, exerçait son contrôle. Paul Sweezy avait publié en 1939 pour le compte de la Commission des ressources nationales, une des agences du New Deal, l'étude « *Interest Groups in the American Economy* » (voir son rapport de la même année, *La Structure de l'économie américaine*). Il y montrait qu'en date du 31 décembre 1936, les cinquante plus grandes banques des Etats-Unis

GRAPHIQUE 1: TOTAL DES PROFITS FINANCIERS EN POURCENTAGE DU TOTAL DES PROFITS DOMESTIQUES AUX ETATS-UNIS



Source: *Economic Report of the President*, 2010 Table B-91 (Profits des entreprises par secteur, 1960-2009; pour 2009, données basées sur les trois premiers trimestres).

détenaient 47,9% des dépôts moyens de toutes les banques commerciales en 1936. En 1990, ce pourcentage était toujours le même, en surface tout au moins : les cinquante plus grandes sociétés holding de banque détenant 48% de tous les dépôts domestiques.^[21]

Mais la fin des années 1980 et le début des années 1990 furent largement considérés comme une période de crise de la banque aux Etats-Unis, en partie attribuée au fait que les banques commerciales américaines n'étaient plus considérées comme d'assez grande taille pour être véritablement concurrentielles. Là où cela apparaissait le plus dramatiquement c'était dans la diminution du poids relatif des banques des Etats-Unis en comparaison avec les banques des autres pays capitalistes avancés. En 1970, les banques commerciales des Etats-Unis dominaient en taille (mesurée par les dépôts) les principales banques européennes et japonaises. Cette année-là, les trois plus grandes banques dans le monde étaient Bank of America, City Corp et Chase Manhattan, toutes trois basées aux Etats-Unis. En tout, les Etats-Unis avaient huit des vingt plus grandes banques du monde. Mais en 1986, les plus grandes banques mondiales étaient japonaises et seules trois banques des Etats-Unis figuraient encore dans les vingt plus grandes. En termes de capita-

19. Paul M. Sweezy, « *More (or Less) on Globalization* », *Monthly Review* 49, no. 4 (September 1997), 3-4 ; Karl Marx, *Capital*, vol. 3, Penguin, London, 1981, p. 639.

20. Hyman Minsky, « *Financial Crises and the Evolution of Capitalism* », in M. Gottdiener et Nicos Kominos, *Capitalist Development and Crisis Theory*, Macmillan, London, 1989, pp. 391-402 ; Paul M. Sweezy, « *The Triumph of Financial Capital* », *Monthly Review* 46, N° 2 (June 1994), pp. 1-11 ; John Bellamy Foster et Fred Magdoff, *The Great Financial Crisis*, Monthly Review Press, New York, 2009, pp. 63-76.

21. Sweezy, *The Present as History*, p. 167 ; Kenneth J. Stiroh et Jennifer P. Poole, « *Explaining the Rising Concentration of Banking Assets in the 1990s* », *Federal Reserve Board of New York, Current Issues in Economics and Finance* 6, no. 9 (August 2000), p. 2.

lisation boursière (nombre d'actions multiplié par le cours), elles étaient même moins bien placées. En 1986, City Corp était tombée à la vingt-neuvième place internationalement, tandis que Bank of America n'était même plus parmi les cinquante premières! [22]

Si les banques des Etats-Unis étaient dépassées par leurs concurrentes étrangères qui devenaient de plus en plus grosses et profitaient d'économies d'échelle, elles étaient aussi affectées par un déplacement à long terme qui, à l'époque de la financiarisation, allait s'accroissant : des activités bancaires traditionnelles se déplaçaient vers d'autres formes de services financiers qui laissaient aux banques une plus petite part du marché total. En 1950, les actifs des banques commerciales constituaient plus de la moitié du total des onze principaux types de services financiers : banques commerciales, assurances vie, fonds de pension privés, caisses d'épargne et prêts, fonds de pension des Etats et des administrations locales, sociétés financières, fonds mutuels, assurances accidents et sinistres, fonds de placements monétaires, caisses d'épargne et organismes de crédit. En 1990, cela s'était rétréci à 32%. Il est possible que ces chiffres exagèrent le déplacement de la banque vers les services financiers, car ils ne rendent pas compte des activités des banques hors bilans. Il n'en reste pas moins que la marginalisation croissante des banques des Etats-Unis à l'époque de la financiarisation apparut comme une préoccupation majeure. [23]

Tout cela signifiait une faiblesse croissante dans l'activité bancaire. Considérant les faibles niveaux de capitalisation, Harry Magdoff et Paul Sweezy relevèrent dans les années 1970 que les banques étaient de plus en plus encouragées à « patiner sur une couche de glace mince ». Il en résulta, entre 1990 et 2007, un nombre croissant de faillites bancaires et de fusions qui alimentèrent la concentration et la centralisation. Les banques cherchaient les économies d'échelle et visaient à atteindre dans l'économie la position consistant à être « trop grandes pour faire faillite ». C'est-à-dire à pouvoir présumer d'une garantie de sauvetage par le gouvernement fédéral en cas de crise. En tout, les Etats-Unis connurent environ 11'500 fusions bancaires entre 1980 et 2005, soit en moyenne 440 fusions par année.

La dimension des fusions augmenta par à-coups et par bonds. En janvier 2004, JPMorgan Chase acceptait de reprendre Bank One, constituant une société de holding bancaire de 1100 milliards de dollars. La décision de Bank of America d'acheter FleetBoston en octobre 2003 engendra une compagnie au bilan de 1400 milliards de dollars d'actifs, en deuxième position alors derrière Citigroup aux actifs de 1600 milliards de dollars. [24] La crise financière qui a éclaté en 2007 n'a fait qu'accroître la concentration. Un nombre record de banques ont fait faillite et les plus grandes, les principales bénéficiaires du sauvetage fédéral, cherchèrent leur salut dans une taille croissante, espérant préserver leur statut de « trop grandes pour faire faillite ». Des quinze plus grandes banques commerciales des Etats-Unis en 1991 (City Corp, Bank of America, Chase Manhattan, JPMorgan, Security Pacific, Chemical Banking Corp, NCBN, Manufacturers Hanover, Bankers Trust, Wells Fargo, First Interstate, First Chicago, Fleet/Norstar, PNC Financial, et First Union, totalisant 1153 milliards de dollars), seules cinq survivaient comme entités indépendantes à la fin de 2008 : Citigroup, Bank of America, JPMorgan Chase, Wells Fargo et PNC Financial, totalisant 8913 milliards de dollars. Mais ce sont les banques d'investissement de Wall Street qui connurent la plus grande transformation. En 1988, les compagnies qui étaient à la tête pour ce qui est de la dette des entreprises, des titres hypothécaires, des actions, et des obligations municipales, étaient Goldman Sachs, Merrill Lynch, Salomon Brothers, First Boston, Morgan Stanley, Shearson Lehman Brothers, Drexel Burnham Lambert, Prudential-Bache, et Bear Stearns. Fin 2008, seules deux de ces neuf compagnies subsistaient comme indépendantes : Goldman Sachs et Morgan Stanley. Toutes deux s'étaient métamorphosées en holdings bancaires, ce qui les avait conduites sous le parapluie du sauvetage par le gouvernement fédéral.

En fait, le niveau d'ensemble de concentration financière est beaucoup plus grand que ce que laisse voir l'examen des seules banques. En effet, ce qui est apparu ces dernières années, ce sont des conglomérats financiers, centrés sur l'activité bancaire et l'assurance, engagés dans une large gamme de transactions

financières, et qui dominent l'économie des Etats-Unis, y compris par leurs engagements hors bilans. Les dix plus grands conglomérats financiers détenaient en 2008 plus de 60% des actifs financiers aux Etats-Unis, comparé à 10% seulement en 1990, soit une situation d'oligopole financier. JPMorgan Chase détient aujourd'hui 1 dollar de chaque 10 dollars déposés dans une banque du pays. Il en va de même pour Bank of America et Wells Fargo. Ces trois banques, plus Citigroup, émettent environ la moitié de toutes les hypothèques et les deux tiers des cartes de crédit. Comme le dit Mark Zandi, le chef économiste du site Economy.com de Moody's : « L'oligopole s'est resserré. » [25]

LA FINANCIARISATION DE LA CLASSE CAPITALISTE

Quels ont été les effets de la financiarisation, décrite ci-dessus, sur la composition de la classe capitaliste et sur les rapports de pouvoir au sein de la société des Etats-Unis ? Les meilleures données empiriques disponibles pour mesurer la distribution changeante de la richesse au sein de la classe capitaliste ont été compilées chaque année depuis le début des années 1980 par le magazine *Forbes*. Il s'est concentré sur les « Forbes400 », c'est-à-dire les 400 personnes les plus riches des Etats-Unis. Bien que ces 400 personnes n'aient réuni en 2007 qu'environ 2,7% du total de la richesse des ménages et 7% seulement de la richesse du 1% le plus riche de la population des Etats-Unis, leur patrimoine, 1540 milliards de dollars, n'était nullement insignifiant, puisqu'il équivalait presque à la richesse de la moitié inférieure de la population du pays, soit environ 150 millions de personnes totalisant 1600 milliards de dollars. En outre, les « Forbes400 » en tant que super-élite de la classe capitaliste, peuvent être considérés comme le « fer de lance » qui indique la direction d'ensemble de la classe capitaliste dominante. [26]

Les données de « Forbes400 » incluent des informations, par secteur industriel, sur la source première de la richesse de chacune de ces quatre cents personnes. A partir de cette donnée, il est donc possible d'établir les secteurs montants et les secteurs descendants de la richesse dans le portefeuille des plus riches citoyens des Etats-Unis. Une analyse pionnière, réalisée en 1990 par James Petras et Christian

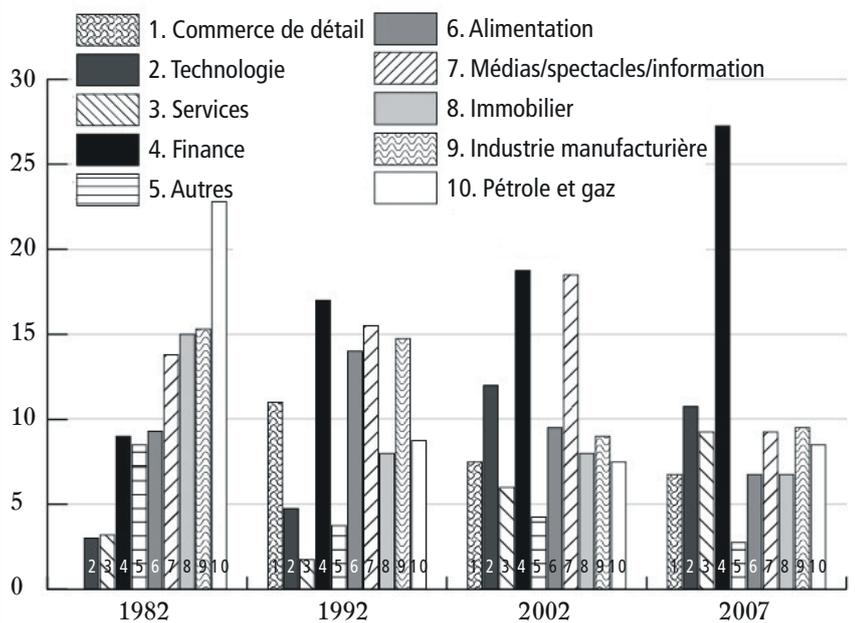
Davenport, et utilisant ce matériel, avait pour but d'analyser la composition changeante de la richesse des plus riches entre 1983 et 1988. Elle concluait : « Les données sur les *Forbes 400* montrent que les capitalistes spéculateurs sont devenus de plus en plus dominants dans la classe dominante des États-Unis, supplantant les capitalistes industriels ou du pétrole... En outre, la base spéculative du capitalisme des États-Unis entraîne des plus grands risques d'instabilité. Les principaux gagnants ces dernières années ont été les secteurs financier et immobilier et la récession imminente pourrait exacerber leurs faiblesses et les faire chuter ensemble avec les grands secteurs industriels auxquels ils sont liés. » [27]

Aujourd'hui, c'est un quart de siècle de données qui sont disponibles dans les séries des « *Forbes 400* ». Cela nous permet de regarder la composition changeante de la richesse sur une période plus longue couvrant l'étape critique de la financiarisation de l'économie des États-Unis. Pour analyser les séries de *Forbes*, nous utilisons les données historiques reconstruites par Peter W. Bernstein et Annalyn Swan qui, en consultation avec l'équipe de journalistes d'investigation de « *Forbes 400* », et en utilisant les archives de *Forbes*, ont publié en 2007 *All the Money in the World: How the Forbes 400 Make- and Spend-Their Fortunes* (*Tout l'argent du monde: Comment les Forbes 400 font-et dépensent-leurs fortunes*). Nous avons complété cela avec le travail ultérieur des mêmes auteurs, utilisant les données de *Forbes*, et publié dans le numéro du 8 octobre 2007 de *Forbes*.

Le **graphique 2** montre la structure changeante de la richesse des *Forbes 400* sur les vingt-cinq dernières années, de 1982 à 2007 (en pourcentages pour des années choisies). Les chiffres de 1982, à la différence des années ultérieures, n'incluent pas la catégorie *commerce de détail*, qui originellement n'était pas mise en évidence comme domaine de richesse étant donné sa faible représentation au sein des « *Forbes 400* » au début des années 1980. Par conséquent, le commerce de détail était inclus dans « autres ». En 1982, *pétrole et gaz* constituaient la première source de richesse pour 22,8% des « *Forbes 400* », suivis par l'industrie manufacturière avec 15,3%. La finance, par contraste, n'était, elle, la source primaire de richesse que de

Les dix plus grands conglomérats financiers détenaient en 2008 plus de 60 % des actifs financiers aux États-Unis, comparé à 10 % seulement en 1990.

GRAPHIQUE 2: SOURCES PREMIÈRES DE LA RICHESSE DES 400 PERSONNES LES PLUS RICHES AUX ÉTATS-UNIS SELON LA REVUE FORBES (FORBES400) (POURCENTAGES, ANNÉES CHOISIES)



* commerce de détail en 1982 compris dans Autres

Sources: Peter W. Bernstein et Annalyn Swan, *All the Money in the World: How the Forbes 400 Make-and Spend-Their Fortunes*, Alfred A. Knopf, New York 2007, pp. 112-113, et "Vast Wealth", *Forbes*, October 8, 2007, pp.42-44

22. Robert E. Litan, *What Should Banks Do?*, Brookings Institution, Washington, D.C., 1987, p. 126.

23. George G. Kaufman, « The Diminishing Role of Commercial Banking », in Lawrence H. White, ed., *The Crisis in American Banking*, New York University Press, New York 1993, pp. 143-44.

24. Harry Magdoff et Paul M. Sweezy, *The End of Prosperity*, Monthly Review Press, New York, 1977, pp. 33-53 ; Loretta J. Mester, « Some Thoughts on the Evolution of the Banking System and the Process of Financial Intermediation », Federal Reserve Bank of Atlanta, First and Second Quarters 2007, pp. 67-68.

25. Henry Kaufman, *The Road to Financial Reformation*, John Wiley and Sons, Hoboken, New Jersey, 2009, pp. 97-106,

p. 234 ; Floyd Norris, « To Rein in Pay, Rein in Wall Street », *New York Times*, October 30, 2009 ; David Cho, « Banks 'Too Big to Fail' Have Grown Bigger », *Washington Post*, August 28, 2009.

26. Arthur B. Kennickell, « Ponds and Streams: Wealth and Income in the U.S., 1989 to 2007 », Federal Reserve Board Working Paper, 2009-13, 2009, 55, 63 ; Matthew Miller et Duncan Greenburg, ed., « The Richest People in America », *Forbes*, September 30, 2009.

27. James Petras et Christian Davenport, « The Changing Wealth of the U.S. Ruling Class », *Monthly Review* 42, N° 7 (December 1990), pp. 33-37.

9%, tandis que *finance et immobilier* réunis (tous deux réunis dans FIRE, soit finance, assurance et immobilier) représentaient 24%. Cependant, seulement dix ans plus tard, en 1992, la finance avait dépassé tous les autres domaines, représentant la source première de richesse pour 17% des «Forbes 400», tandis que *finance et immobilier* réunis constituaient 25%. *Gaz et pétrole*, entre-temps, était descendu à 8,8%. Bien que désormais dépassée par la finance, l'industrie manufacturière avait largement réussi à maintenir sa part à

14,8%, mais elle était également surpassée par un secteur florissant *médias, divertissement et communications*, qui était monté à 15,5%.

En 2007, au déclenchement de la grande crise financière, le pourcentage des «Forbes 400» tirant leur principale source de richesse de la finance était monté à 27,3%, tandis que *finance et immobilier* ensemble s'élevaient à 34%, avec plus d'un tiers des 400 plus riches habitants des Etats-Unis tirant désormais leur richesse principalement du secteur FIRE.

En 2007, le secteur concurrent le plus proche, *technologie*, représentait environ 10,8% de la richesse des «Forbes 400». L'industrie manufacturière était descendue à 9,5%, bien qu'elle dépassât cette fois un peu *médias/divertissement/communications* (9,3%). Soit sur un quart de siècle un déplacement massif. En 1982, l'industrie manufacturière comme source de richesse dépassait la finance de 6 points de pourcentage. En 2007, c'était inversé, la finance dépassait l'industrie manufacturière de 18 points de pourcentage, tandis que *finance plus immobilier* la dépassaient de 25 points de pourcentage.^[28]

Ce que nous pourrions appeler la «financiarisation de la classe capitaliste» durant cette période se reflète non seulement dans la croissance des profits financiers en pourcentage du total des profits des affaires, ainsi que dans le déplacement des sources premières de richesse des plus riches Américains de la finance vers l'immobilier, mais également dans l'augmentation des rétributions des administrateurs et directeurs du secteur financier en proportion des autres secteurs de l'économie. Comme Simon Johnson l'avait fait remarquer : «Entre 1948 et 1982, la rétribution moyenne dans le secteur financier se situait entre 99 et 108% de la moyenne de toutes les entreprises privées du pays. Dès 1983, cela fusa vers le haut pour atteindre 181% en 2007.» En 1988, le palmarès des dix managers les plus payés n'en comprenait aucun du secteur financier. En 2000, les deux têtes de liste sont des financiers. En 2007, quatre sur cinq des mieux payés sont issus du domaine de la finance.^[29]

Par conséquent, tant pour ce qui est des profits que des rétributions des managers, il y a eu un déplacement massif vers la finance. La richesse de la couche supérieure de la classe capitaliste provient de plus en plus du secteur financier. C'est le roi de la finance Warren Buffett, plus que le roi de la technologie Bill Gates, qui symbolise la nouvelle phase du capital financier monopolistique.

LA FINANCIARISATION DE L'ÉTAT

La domination de la classe capitaliste sur l'État aux Etats-Unis s'exerce par l'intermédiaire de représentants issus directement de la classe capitaliste elle-même, ou par l'intermédiaire d'auxiliaires sti-

10

LA SPÉCULATION SELON KEYNES, EN 1936

«S'il nous est permis de désigner par le terme spéculation l'activité qui consiste à prévoir la psychologie du marché et par le terme *entreprise* celle qui consiste à prévoir le rendement escompté des actifs pendant leur existence entière, on ne saurait dire que la spéculation l'emporte toujours sur l'entreprise. Cependant le risque d'une prédominance de la spéculation tend à grandir à mesure que l'organisation des marchés financiers progresse. Dans une des principales Bourses des Valeurs du monde, à New-York, la spéculation au sens précédent du mot exerce une influence énorme. Même en dehors du terrain financier la tendance des Américains est d'attacher un intérêt excessif à découvrir ce que l'opinion moyenne croit être l'opinion moyenne, et ce travers national trouve sa sanction à la Bourse des Valeurs. Il est rare, dit-on, qu'un Américain place de l'argent «pour le revenu» ainsi que nombre d'Anglais le font encore; c'est seulement dans l'espoir d'une plus-value qu'il est enclin à acheter une valeur. Ceci n'est qu'une autre façon de dire que, lorsqu'un Américain achète une valeur, il mise moins sur le rendement escompté que sur un changement favorable de la base conventionnelle d'évaluation, ou encore qu'il fait une spéculation au sens précédent du mot. Les spéculateurs peuvent être aussi inoffensifs que des bulles d'air dans un courant régulier d'entreprise. Mais la situation devient sérieuse lorsque l'entreprise n'est plus qu'une bulle d'air dans le tourbillon spéculatif. Lorsque dans un pays le développement du capital devient le sous-produit de l'activité d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défectueuses. Si on considère que le but proprement social des Bourses de Valeurs est de canaliser l'investissement nouveau vers les secteurs les plus favorables sur la base des rendements futurs, on ne peut revendiquer le genre de succès obtenu par Wall Street comme un éclatant triomphe du *laissez-faire* capitaliste. Et il n'y a là rien de surprenant, s'il est vrai, comme nous le pensons, que les meilleurs esprits de Wall Street étaient en fait préoccupés d'autre chose.

De telles tendances sont une conséquence presque inévitable du succès avec lequel on a organisé la «liquidité» des marchés de capitaux. Il est généralement admis que, dans l'intérêt même du public, l'accès des casinos doit être difficile et coûteux. Peut-être ce principe vaut-il aussi en matière de Bourses. Le fait que le marché de Londres ait commis moins d'excès que Wall Street provient peut-être moins d'une différence entre les tempéraments nationaux que du caractère inaccessible et très dispendieux de Throgmorton Street pour un Anglais moyen comparée à Wall Street pour un Américain moyen. La marge des «jobbers», les courtages onéreux des brokers, les lourdes taxes d'État sur les transferts, qui sont prélevés sur les transactions au Stock Exchange de Londres, diminuent suffisamment la liquidité du marché (l'usage des règlements de quinzaine agissant d'ailleurs en sens inverse) pour en éliminer une grande partie des opérations qui caractérisent Wall Street. La création d'une lourde taxe d'État frappant toutes les transactions se révélerait peut-être la plus salutaire des mesures permettant d'atténuer aux États-Unis la prédominance de la spéculation sur l'entreprise.»

John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Editions Payot, Paris, 2005, pp. 173-174.

pendiés qui accèdent à des postes stratégiques dans les milieux dirigeants des entreprises et du gouvernement. Cela forme ainsi plusieurs élites du pouvoir. Le concept de « l'élite du pouvoir » a été introduit dans les années 1950 par le sociologue C. Wright Mills, puis développé par d'autres, notamment G. William Domhoff, l'auteur de *Who Rules America?* (*Qui règne sur les Etats-Unis ?*). Pour Domhoff, l'élite du pouvoir c'est « le groupe dirigeant ou le bras exécutif de la classe dominante. Il est constitué de membres actifs, de membres « travaillant » de la classe dominante ainsi que d'employés de haut niveau dans des institutions contrôlées par des membres de la classe dominante. »^[30] En pratique, la notion d'une élite du pouvoir générale a souvent suscité la formulation de l'idée d'élites spécifiques, reflétant les divers secteurs de la classe capitaliste (par exemple, le capital industriel et financier) ainsi que les différentes dimensions de l'exercice du pouvoir (économique, politique, militaire, médiatique, etc.).

Paul Mason, l'éditorialiste économique de l'émission de la BBC *Newsnight*, l'a écrit dans son livre de 2009 *Meltdown*: « Heureusement, même si c'est difficile à théoriser, l'élite du pouvoir du capitalisme mondial de libre marché se laisse décrire remarquablement facilement. Bien qu'elle ressemble à une hiérarchie, c'est en fait un réseau. Au centre du réseau sont les personnes qui dirigent les banques, les compagnies d'assurances, les banques d'investissement et les hedge funds. Cela comprend les personnes qui siègent dans leurs conseils d'administration et celles qui ont passé par là au plus haut niveau. Les hommes qui se sont réunis à la Réserve fédérale de New York lors du krach du 12 septembre 2008 mériteraient tout un cercle rien que pour eux dans tout diagramme de Venn du pouvoir moderne... Se superposant étroitement à ce réseau on trouve l'establishment militaro-diplomatique... Un autre cercle étroit comprend celles parmi les firmes du génie civil et de l'énergie qui ont profité de la marchandisation aux Etats-Unis mêmes et à l'extérieur de la politique étrangère états-unienne. »^[31]

Le premier élément dans la description composite de l'élite du pouvoir sous le « capitalisme mondial de libre marché » par Paul Mason se rapporte à l'élite financière du pouvoir.^[32] La question cruciale qui se pose aujourd'hui est d'établir dans

quelle mesure de tels éléments financiers en sont venus à dominer des secteurs stratégiques au sein de l'appareil d'Etat des Etats-Unis, en reflétant la financiarisation de la classe capitaliste; et de quelle manière cela affecte la capacité de cet Etat d'agir en accord avec les besoins de la population. C'est toujours dans le Département du Trésor que l'influence des intérêts financiers est invariablement la plus grande. Andrew Mellon, banquier et troisième fortune du pays, a occupé le poste de secrétaire au Trésor de 1921 à 1932. Plus récemment, Bill Clinton a choisi comme premier secrétaire au Trésor le coprésident de Goldman Sachs, Robert Rubin. George W. Bush, lui, a choisi comme son troisième secrétaire au Trésor le président de Goldman Sachs, Henry Paulson.^[33]

Si on regarde la pénétration de l'élite financière dans les coulisses du pouvoir d'Etat (tout spécialement dans les domaines qui concernent ses propres intérêts), l'administration Obama mérite un examen tout particulier, puisque son élection a eu lieu en pleine grande crise financière, crise ayant elle-même débouché sur ce qui est désormais appelé la Grande Récession. Le sauvetage du secteur financier était déjà bien avancé sous l'administration Bush sortante et allait être élargi encore par la nouvelle administration Obama. Par conséquent, la désignation des personnes chargées de faire face à la crise financière était donc, et de loin, la principale et la plus pressante des urgences qui se présentaient à l'équipe de transition d'Obama après son élection. Ces responsables allaient être chargés de gérer le TARP (*Troubled Asset Relief Program / Programme de sauvetage des actifs problématiques*). Jamais, depuis l'élection

Les Etats-Unis connaissent environ 11 500 fusions bancaires entre 1980 et 2005, soit en moyenne 440 fusions par année.

11

28. Les données présentées dans le Graphique 2 vont jusqu'à la veille de l'éclatement de la Grande crise financière. Mais il n'y a eu aucune espèce de changement entre 2007 et 2009 dans les nombres de ces membres des « Forbes 400 » dont la source première de richesse se situe dans la finance et l'immobilier. Voir Matthew Miller, ed., « The Forbes 400 » (triés par branche), *Forbes*, September 20, 2007; Miller and Greenburg, ed., « The Richest People in America » (2009).

29. Johnson, « The Quiet Coup »; Kevin Phillips, *Bad Money*, Viking, New York, 2008, p. 67; « Executive Pay: The Bottom Line at the Top », *New York Times*, April 25, 2008.

30. C. Wright Mills, *The Power Elite*, Oxford University Press, New York, 1956; G. William Domhoff, *The Powers That Be*, Vintage, New York, 1978, p. 13. Sweezy objecta à la tendance initiale de Mill de considérer l'élite capitaliste, l'élite politique et l'élite militaire comme des *partenaires égaux* de l'élite du pouvoir. Utilisé ainsi, le concept d'élite du pouvoir tendait à s'éloigner de la clarté du concept de classe dirigeante capitaliste. Voir Paul M. Sweezy, *Modern Capitalism*, Monthly Review Press, New York, 1972, pp. 92-109.

31. Paul Mason, *Meltdown*, Verso, London, 2009, pp. 136-38.

32. Mason exclut d'autres secteurs non-financiers des « riches des affaires » (*corporate rich*), c'est-à-dire les capitalistes industriels, de ce qu'il décrit comme l'élite du pouvoir néolibérale, parce qu'il est lui-même un partisan d'un capitalisme « rationnel » non néolibéral, qui s'appuierait sur une élite du pouvoir différente qui résiderait dans ces secteurs qu'il percevait comme exclus.

33. Mark Bearn, « Living the Dream », *New Statesman*, December 2006, <http://newstatesman.com>.

TABLEAU 1 : LE CAPITAL FINANCIER ET L'ADMINISTRATION OBAMA

Nom	Postes choisis liés à la finance, Département du Trésor	Relation au secteur financier
Timothy F. Geithner	Secrétaire au Trésor	Président et chef exécutif de la Réserve fédérale de New York, Protégé de Rubin/Summers
Neal S. Wolin	Vice-secrétaire au Trésor	2001-2007 Vice-président exécutif Hartford Financial Services Group 2007-2009 président opérations sinistres choses chez Hartford
Mark A. Patterson	Chef de cabinet du secrétaire au Trésor	2004-2007 Vice-président et lobbyiste Goldman Sachs, 2007-2008, directeur-gérant Goldman Sachs
Jeffrey A. Goldstein	Sous-secrétaire chargé de la finance domestique, (chargé surveillance TARP)	2004-2010 partenaire, directeur-gérant Hellman & Friedman, revenu de son partenariat environ 30 millions \$ sur une période de 18 mois (2008-2009), plus entre 5 et 25 millions en bonus.
Herbert M. Allison, Jr.	Secrétaire assistant pour la stabilité financière et conseiller du secrétaire	1971-1999 divers postes chez Merrill Lynch dont 1997-1999 président ; 2008-2009 président et chef exécutif de Fannie Mae
Michael S. Barr	Secrétaire assistant pour les institutions financières	Ancien assistant spécial du Secrétaire au Trésor Robert Rubin
Mary John Miller	Secrétaire assistante pour les marchés financiers	26 ans chez T.Rowe Price Group ; 2004-2008 directrice Division revenu fixe
Marisa Lago	Secrétaire assistante pour les marchés et développements internationaux	2001-2008 Global Head of compliance chez Citigroup
Kim N. Wallace	Secrétaire assistant pour les affaires législatives	1994-2008 Vice-président recherches placements (equity) et analyse des télécommunications chez Lehmann Brothers ; 2008-2009 Directeur gérant chez Barclays
Gene Sperling	Conseiller du secrétaire du Trésor	Ancien directeur du Conseil économique national ; 2008 Consultant pour Goldman Sachs (payé 887 000 \$) ; protégé de Rubin/Summers.
Matthew Kabaker	Vice assistant du secrétaire au Trésor	1998-2009 Managing Director Blackstone Group, LP
Lewis Alexander	Conseiller du secrétaire au Trésor Geithner	1999-2009 Chef économiste chez Citigroup
	Conseil économique national	
Lawrence H. Summers	Directeur du Conseil économique national	Ancien Secrétaire du Trésor sous Rubin ; 2007-2008 managing director à temps partiel du hedge fund D.E. Shaw ; en 2008 a reçu 5 millions \$ en rémunération, 2,8 millions \$ d'honoraires de conférences de la part du secteur financier.
Jason Furman	Directeur adjoint du Conseil économique national	2007-2008 directeur du Hamilton Project, Brookings Institute (fondé par Rubin)
Diana Farrell	Directeur adjoint du Conseil économique national	1987-1989 Analyste financier chez Goldman Sachs ; 1991-2002 Directeur chez McKinsey ; 2002-2009 directeur du McKinseyGlobal Institute
	Autres postes clés	
Paul Volcker	Président du Economic Recovery Advisory Board	1965-1969 vice président de la Chase Manhattan ; 1979-1987 président de la Fed
Adam Storch	Chief operating Officer de la division d'application de la SEC	2004-2009 Vice-président du Business Intelligence Group de Goldman Sachs
Gary Gensler	Président de la Commission des marchés des futures sur marchandises (Commodity Futures Trading Commission)	1988-1997 partenaire Goldman Sachs (divers postes) ; sous-secrétaire du trésor sous Rubin/Summers
Rahm Emmanuel	Secrétaire général de la Maison Blanche	1999-2002 Banquier d'investissement chez Dresdner Kleinwort Wasserstein ; ancien membre du Conseil d'administration de Freddie Mac.
Michael Froman	Assistant adjoint du Président et conseiller adjoint à la sécurité nationale	1999-2009 directeur chez Citigroup, y compris managing director ; PDG CitiInsurance ; chef de cabinet de Robert Rubin
Peter Orszag	Directeur du budget	Directeur du Hamilton Project, Brookings Institute (fondé par Rubin)

de Franklin Roosevelt en 1932, une telle situation ne s'était présentée.

Les choix que fit alors Obama à ce sujet sont présentés par le **tableau 1**. Y figure un choix de postes de l'administration en matière de finance avec, pour chacune des personnes désignées, ses relations avec le secteur financier. Cela montre que les personnalités choisies pour élaborer et exécuter la politique fédérale en matière de finance sont, de manière frappante, choisies parmi les dirigeants des conglomérats financiers. Y apparaît également un réseau serré, aux nombreux liens avec Goldman Sachs et avec l'ancien secrétaire au Trésor Robert Rubin.^[34]

La réalisation la plus remarquable de ce dernier, alors qu'il était secrétaire au Trésor sous Bill Clinton, fut de préparer la promulgation de la loi de 1999 dite de Modernisation des services financiers (appelée également projet de loi Gramm-Leach-Bliley) qui annulait la Loi Glass-Steagall de 1933. En mai 1999, Rubin démissionnait pour être remplacé par son second, Lawrence Summers. Cependant, en octobre 1999, Rubin aida encore à négocier l'accord final sur le projet Gramm-Leach-Bliley entre administration Clinton, Chambre des représentants et Sénat. Cela fait, Rubin, quelques jours plus tard, annonçait qu'il acceptait le poste de consultant principal de Citigroup (dans le bureau de la présidence formé de trois personnes), un des principaux bénéficiaires de l'abolition de la Loi Glass-Steagall. Dans ce nouvel emploi, Robert Rubin se voyait gratifié d'un salaire annuel de base de 1 million de dollars, plus des bonus différés pour 2000 et 2001 de 14 millions de dollars par année, plus des options en 1999 et 2000 sur 1,5 million d'actions de Citigroup. Durant les dix années qui suivirent, Robert Rubin allait se faire 126 millions de dollars en cash et en actions.

Lawrence Summers avait vigoureusement soutenu Robert Rubin dans sa campagne en faveur de la dérégulation financière durant la bulle de la fin des années 1990 et il avait été lui-même généreusement rémunéré pour ses efforts. Il a reçu 5,2 millions de dollars en 2008 comme directeur à temps partiel du hedge fund D.E.Shaw et 2,8 millions de dollars pour des conférences qu'il a prononcées pour JPMorgan Chase, Citigroup, Merrill

Lynch, Goldman Sachs et d'autres institutions financières.

Le secrétaire au Trésor de l'administration Obama est Timothy Geithner, ancien chef de la Réserve fédérale de New York. C'est un protégé de Rubin et de Summers, comme le sont bien d'autres responsables de l'administration. A la tête de la Réserve fédérale de New York, il a été remplacé par William Dudley. Avant d'être sélectionné par le Conseil d'administration de la Fed de New York, présidé par Stephen Friedman, ancien coprésident avec Rubin de Goldman Sachs, William Dudley était chef économiste, partenaire et directeur exécutif de Goldman Sachs. Neal Wolin, qui était jusqu'en 2008 un dirigeant haut placé du conglomérat d'assurances Hartford, est maintenant sous Obama vice-secrétaire au Trésor. Il avait sous l'administration Clinton supervisé une équipe de juristes du Trésor chargés de vérifier la législation abolissant la Loi Glass-Steagall. Michael Froman, vice-assistant du président, avait été le chef de cabinet de Rubin au Trésor. Il l'avait suivi ensuite à Citigroup dont il était devenu l'un des directeurs exécutifs, avant de rejoindre l'administration Obama. Il avait connu Barack Obama au comité de rédaction de la *Harvard Law Review* et l'avait présenté à Rubin.

Les personnalités de l'administration Obama chargées de la politique et de la régulation financières comprennent d'anciens hauts dirigeants de Citigroup, de Chase (désormais intégrée dans JPMorgan Chase), de Goldman Sachs, de Merrill Lynch (désormais intégrée dans Bank of America), de Lehman Brothers, de Barclays, de Hartford Financial, et d'autres compagnies financières encore. C'est ainsi que, dans leurs séances avec l'administration, les représentants des gros intérêts financiers retrouvent souvent, en face d'eux, leurs propres anciens chefs ou collègues (et parfois concurrents).^[35]

Bien que Simon Johnson et d'autres aient qualifié la profonde pénétration de la finance dans l'administration Obama de « coup d'Etat », on doit plutôt la considérer comme la continuation du schéma qui prévalait sous les précédentes administrations, quoiqu'exacerbé par la financiarisation en cours. La finance est le quartier général de la classe capitaliste. L'importance croissante du rôle financier

34. A la fin de l'année 2010, à l'occasion des élections au Congrès de mi-mandat, Obama a modifié la composition de ses équipes de collaborateurs. Pour ne citer que trois exemples particulièrement éminents : Rahm Emanuel a quitté la fonction de secrétaire général de la Maison-Blanche pour se faire élire maire de Chicago. Il a été remplacé par William M. Daley, un dirigeant de JPMorgan Chase. Lawrence H. Summers a été remplacé en septembre 2010 au poste de directeur du National Economic Council par Gene Sperling, jusque-là conseiller du secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, qui reste en fonction. Paul Volcker, le président du Economic Recovery Advisory Board, a été remplacé en janvier 2011 par Jeffrey Immelt, le PDG de General Electric. (NdT)

35. Nomi Prins, *It Takes a Pillage*, John Wiley and Sons, Hoboken, New Jersey, 2009, pp. 92-95, 140-44 ; « The Long Demise of Glass-Steagall », *Frontline*, Public Broadcasting System, <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/wallstreet/weill/demise.html>, consulté le 22 mars 2010 ; « Former Treasury Secretary Joins Leadership Triangle at Citigroup », *New York Times*, October 27, 1999 ; « Top Economic Aide Discloses Income », *Washington Post*, April 4, 2009 ; « Hedge Fund Paid Summers \$5.2 million in Past Year », *Wall Street Journal*, April 5, 2009 ; « Neal S. Wolin », *WhoRunsGovernment.com*. Voir aussi Robert Rubin, *In an Uncertain World*, Random House, New York, 2008, pp. 305-11. Rubin évite studieusement d'évoquer l'abrogation de la Loi Glass-Steagall dans ses mémoires.

de l'Etat reflète la financiarisation d'ensemble du système à l'époque du capital financier monopolistique. Aujourd'hui, on ne peut plus dire que la finance domine l'industrie comme une force extérieure. C'est plutôt que, pour stimuler l'économie, l'industrie, hantée par des conditions de saturation des marchés (débouchés), d'échéances des dettes et de stagnation, dépend d'un système de levier par la dette et la spéculation (*leverage*). La fusion entre l'industrie et la finance est complète. Cela se reflète naturellement dans l'Etat capitaliste lui-même.

La « financiarisation du processus de l'accumulation du capital » n'a pas moins affecté le Conseil d'administration de la Réserve fédérale que le Département du Trésor et les agences gouvernementales connexes (ainsi que leurs homologues des banques centrales et ministères des finances des autres pays capitalistes dominants). Le fait que la Fed soit chargée d'être le prêteur de dernière instance la met, en fin de compte, dans la position de socialiser les pertes financières (tandis que les gains sont privatisés). Aujourd'hui, il est largement admis que l'Etat capitaliste, quand il est confronté à une bulle d'actifs, n'a guère d'autre choix que de faire ce qu'il peut pour maintenir la bulle aussi longtemps que possible et de faire monter les prix des actifs. Dans une économie en stagnation, la financiarisation est la règle du jeu. Un effondrement financier est vu comme la pire éventualité. Crever la bulle est rarement envisagé par les autorités financières et si éventuellement elles l'envisagent, ce n'est jamais sérieusement. La tâche de la Fed à cet égard se limite à empêcher qu'une bulle qui crève entraîne un effondrement majeur. Elle tente de l'empêcher en accourant au secours du capital spéculatif chaque fois qu'il y a un risque d'instabilité qui s'étendrait au système dans son entier.

Les choses sont rendues plus compliquées par l'existence du problème des

« trop gros pour faire faillite ». Cela constitue, pour les intérêts financiers, une forte incitation à fusionner leurs entreprises afin d'atteindre le statut qui leur garantit le renflouement automatique par l'Etat. Cela tout à la fois accroît les profits des entreprises qui sont considérées comme ayant atteint ce seuil (en les faisant profiter d'« économies d'échelle » découlant de leur meilleure sécurité) et crée ce qui est appelé des « risques moraux », puisque ces entreprises vont, probablement de ce fait, prendre plus de risques. Avec la tendance générale à la financiarisation, « trop gros pour faire faillite » engendre des conditions qui menacent de submerger la fonction de prêteur de dernier ressort de l'Etat.^[36]

Une couche supplémentaire de complexité et d'incontrôlabilité est rajoutée par ce que Yves Smith, le fondateur du site financier influent *Naked Capitalism*, a appelé « *le cœur des ténèbres* » : le système bancaire fantôme, le trou noir des innovations financières non réglementées (et non réglementables) que sont les produits bancaires (tels que les véhicules d'investissement structurés), rééchelonnement, *credit default swaps*, etc. Le système est si opaque, et si imprégné par le risque, que toutes les restrictions qui lui seraient imposées menacent de déstabiliser l'entière du château de cartes financier. Tout au plus essaie-t-on de favoriser les grandes banques en espérant qu'elles vont servir de crampons qui stabiliseront le système. Toutefois cela est rendu quasiment impossible, du fait de l'ampleur du système de banque fantôme auquel les grandes banques sont reliées : les engagements hors bilan des principales banques commerciales des Etats-Unis s'élevaient en 2007 à hauteur de plusieurs milliers de milliards de dollars.^[37]

Et si cela n'était pas encore assez, la réalité c'est que la finance est aujourd'hui mondialisée. Les transactions financières ne sont plus sujettes au contrôle de chaque

Le système est si opaque, et si imprégné par le risque, que toutes les restrictions qui lui seraient imposées menacent de déstabiliser l'entière du château de cartes financier.

pays ou même d'un groupe de pays, mais orbitent de plus en plus à une vitesse record autour de la planète. En 1982 déjà, Magdoff et Sweezy expliquaient que le développement de l'activité bancaire internationale et du marché international des devises impliquait que les crises financières pourraient se développer en « une réaction en chaîne catastrophique » à l'échelle mondiale, au-delà de la capacité des banques centrales à intervenir efficacement. [38] La vitesse de l'éclair avec laquelle la contagion financière s'est étendue lors de l'actuelle crise économique mondiale peut être considérée comme une indication de l'ampleur qu'a atteinte la mondialisation du système financier et de ses crises.

Le lobby financier des États-Unis, en attendant, ne s'arrêtera devant rien pour s'assurer que l'économie de casino puisse continuer sous sa forme présente, sans interférence, ni même la moindre concession. La rémunération des managers illustre cela. En 2000-2008, Wall Street a payé plus de 185 milliards de dollars de bonus. Avant d'être nommé secrétaire au Trésor, Henry Paulson recevait en 2005 un salaire de 600 000 dollars comme PDG de Goldman Sachs plus 38,2 millions de dollars sous d'autres formes de rémunération. En 2008, le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, recevait 1,4 million de dollars par semaine de rémunération totale, soit 70,3 millions de dollars par année. Et pourtant, des restrictions effectives des rémunérations des dirigeants (salaires, bonus, stock-options, etc.) sont improbables même dans le cas des entreprises qui bénéficient de renforcements aux frais du contribuable.

Le sénateur Chuck Schumer de New York, numéro trois de la direction du groupe démocrate du Sénat, membre important de deux commissions financières, s'est vu, dans le cadre de la nouvelle législation de réforme financière débattue au Congrès, confier la tâche de négocier un compromis avec le Parti républicain à propos des rémunérations des managers. Schumer est un avocat convaincu de la finance. Il a reçu en 2009 pour 1,65 million de dollars de dons de l'industrie. Dix-neuf des vingt-deux membres de la Commission

sénatoriale des banques ont reçu des dons de Wall Street en 2009. Ceux dont le siège est soumis à réélection en 2010 reçoivent au moins 180 000 dollars chacun. Tony Podesta, le lobbyiste en chef pour Bank of America, et Steve Elmendorf, le lobbyiste en chef pour Goldman Sachs, ont tous deux été reçus à la Maison-Blanche six fois en 2009. Wall Street a contribué pour 14,9 millions de dollars à la campagne électorale de Barack Obama. C'est le record historique pour toute campagne électorale. Dont 1 million de la part de Goldman Sachs.[39]

Tout cela suggère que l'apparition d'une quelconque investigation ressemblant aux auditions Pujot et Pecora de 1907 et 1933 sur le « trust de l'argent » est extrêmement improbable aujourd'hui. Malgré l'indignation populaire énorme, aucune nouvelle loi qui serait l'équivalent fonctionnel de la Loi Glass-Steagall de 1933 n'a de chance d'être envisagée.

Il n'est plus question de quelques banques new-yorkaises contrôlant des vastes secteurs du capital industriel au travers de conseils d'administration imbriqués. La financiarisation, comprise comme un processus sur la longue durée, apparue en réponse à la stagnation de la production, fait de plus en plus tourner l'ensemble du système. John Maynard Keynes écrivait en 1936 que « la situation devient sérieuse lorsque l'entreprise n'est plus qu'une bulle d'air dans le tourbillon spéculatif ». Sa crainte est désormais une réalité systémique.[40]

La seule vraie alternative qui s'ouvre pour l'humanité dans ces circonstances, nous en sommes convaincus, c'est de démolir le système actuel qui a fait faillite et de le remplacer par un nouveau, plus rationnel et égalitaire, qui n'ait plus pour objectif la recherche sans fin de la richesse monétaire, mais la satisfaction des véritables besoins humains. *

36. Gary H. Stern and Ron J. Feldman, *Too Big to Fail*, Brookings, Washington D.C., 2004.

37. Yves Smith, *ECONned*, Palgrave Macmillan, New York, 2010, pp. 233-69; Kaufman, p. 105.

38. Harry Magdoff and Paul M. Sweezy, « Financial Instability: Where Will It All End? », *Monthly Review* 34, no. 6 (November 1982), 18-23.

39. Prins, *It Takes a Pillage*, pp. 167-69; « Wall Street Money Rains on Chuck Schumer », *Hedge Fund News*, September 29, 2009, <http://hedgeco.net>; « Keys to Financial Regulation Reform in Senate », *Reuters*, March 15, 2010; Timothy P. Carney, « Obama's Cronies Thrive at Intersection of K and Wall », *WashingtonExaminer.com*, February 17, 2010.

40. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Editions Payot, Paris, 2005, page 173. (Edition originale: *The General Theory of Employment, Interest, and Money*, Macmillan, London, 1936.

LIDIA CIRILLO ★

S A L A R I A T

CRISE ÉCONOMIQUE ET FÉMINISATION DU TRAVAIL

LIDIA CIRILLO ANALYSE LES INTERACTIONS COMPLEXES ENTRE CRISE, MUTATIONS DES TYPES D'EMPLOI, STATUT DES FEMMES SALARIÉES ET LEURS IMPLICATIONS SUR LE SALARIAT DANS SON ENSEMBLE.

Les principaux instituts de statistique ont enregistré un phénomène inattendu durant les deux années 2008-2009, celles justement qui voient la crise frapper durement l'emploi. Il n'est plus vrai, ou en tout cas il ne s'est pas vérifié ces deux années toutes récentes, que «les femmes sont les premières à être licenciées», comme on avait coutume de le dire pour souligner les désavantages et les difficultés du travail salarié féminin. Au contraire, non seulement les femmes ont mieux résisté, mais il semble vraiment que la crise a renforcé les processus de féminisation du travail qui ont commencé dans les années 1970 et qui se sont poursuivis jusqu'à aujourd'hui à différents rythmes.

Au premier semestre 2010, la situation est plus ou moins la suivante. Si on examine les chiffres mondiaux (par exemple ceux fournis par l'Organisation internationale du travail/OIT), on retrouve les dynamiques traditionnelles qui voient la crise frapper et marginaliser surtout les femmes. Mais si on regarde les pays économiquement les plus développés ainsi que certaines régions spécifiques du globe, le constat change.

Aux Etats-Unis, à la suite de la perte de 4,2 millions de postes de travail durant l'année 2009, les femmes constituent pour la première fois dans l'histoire la moitié de la force de travail. Pour ce qui est de l'Europe, le document annuel de la Commission européenne (le Rapport sur l'égalité entre hommes et femmes,

2010) signale qu'entre mai 2008 et septembre 2009 le taux de chômage a passé dans l'UE de 6,4 à 9,3% pour les hommes mais de 7,4 à 9% pour les femmes.

En Italie où des logiques propres aux régions les plus développées cohabitent avec les logiques traditionnelles, principalement étant donné l'écart entre le Nord et le Sud, selon l'Institut de statistiques (ISTAT) le taux d'emploi des femmes a baissé de 47,2 à 46,4% alors que pour les hommes il baissait de 70,3% à 68,6%. De toute façon, les deux tiers de la baisse de l'emploi concernent les hommes, avec une diminution de 274'000 unités, soit une baisse de 2% à comparer à la baisse de 1,6% pour les deux sexes confondus, alors que la baisse pour les femmes est de 105'000 unités, soit 1,1%. Il faut signaler qu'en 2008, en Italie, le taux d'occupation global était de sept points inférieur à la moyenne européenne, à cause du différentiel de genre. Le «gender gap» est particulièrement accentué au Sud, où le taux d'occupation des femmes n'est que de 30,6% contre 56,5% au Nord. Durant les premiers mois de 2010 (nous ne disposons que des chiffres du premier trimestre), la situation se détériore presque dans une même mesure pour les femmes que pour les hommes.

Ce phénomène d'une meilleure résistance féminine à la perte des emplois dans la crise s'explique par des raisons simples et d'autres moins simples et nous allons commencer par les premières. Une raison

* Lidia Cirillo, qui habite Milan, est membre de la direction de Sinistra critica et historienne du féminisme. Nous avons publié en novembre 2008 dans notre numéro 4 une longue interview de Lidia sur l'Italie. Elle est l'auteure de *La luna severa maestra*, Ed. Il dito e la luna, 2003, et *Da Vladimir Ilich a Vladimir Luxuria*, Ed. Alegre, 2006, et a participé à l'ouvrage collectif *Pensare con Marx, ripensare Marx*. L'article est un résumé et une réélaboration partielle d'une contribution au livre *L'emancipazione malata* édité par la Libera università delle donne et publié en juin 2010.

simple, c'est qu'en 2008-2009 ce sont surtout les secteurs d'emplois à majeure présence masculine qui ont été touchés, par exemple l'industrie et la construction. Les coupes budgétaires et donc les attaques contre le secteur public, qui occupe surtout une force de travail féminine, vont changer le panorama dans une certaine mesure. Après la réunion en mai 2011 de la Banque centrale européenne, du FMI et de l'ECOFIN (Conseil pour les affaires économiques et financières), tous les gouvernements ont annoncé des plans d'«austérité financière» pour «sauver la zone euro». Les décisions qui ont été prises à cette occasion et à d'autres occasions ouvrent en Europe une nouvelle guerre contre le travail salarié avec l'objectif de détruire ce qui reste de l'Etat social qui était né après la Deuxième Guerre mondiale. L'exigence de sauver les banques, encore en possession d'extraordinaires quantités de titres toxiques, a conduit les gouvernements européens à agir de manière préventive, en laissant de côté les vains bavardages du G20 de septembre 2009 sur la refondation du capitalisme et la nécessité de mettre un terme à la spéculation. Par ailleurs, déjà en décembre 2009 l'éditorial du bulletin mensuel de la Banque centrale européenne indiquait les objectifs prioritaires pour l'Union européenne : liquider ce qui reste des droits du travail, réduire les salaires et le nombre de salariés du secteur public, couper dans l'éducation et la santé. [1]

Cette explication simple n'est cependant pas suffisante. Quelle que soit l'évolution des vicissitudes des rapports de genre au sein du travail salarié, il subsiste la nouveauté des deux années 2008-2009 et surtout il subsiste le soupçon que les évolutions qui se sont manifestées aux Etats-Unis sont destinées à se manifester plus tard en Europe également, comme cela s'est passé souvent.

LA FÉMINISATION DU TRAVAIL

La réaction à la crise de la composante féminine du travail salarié renvoie à la féminisation du travail. C'est là un phénomène désormais remarqué, mais dont les causes et les effets restent souvent obscurs. Il faut se demander comment on peut s'interroger sur la composition actuelle du travail subalterne et se proposer de

construire un «nouveau mouvement ouvrier» sans expliquer, et s'expliquer à soi-même pour commencer, de quelle manière le genre agit dans les relations de classe. Dans la perspective d'une reconstruction d'une classe pour soi ou, pour dire mieux, d'une classe tout court, avant d'examiner tous les autres éléments de différenciation, il est nécessaire de considérer ce qui situe les immigrés et les femmes dans le prolétariat, c'est-à-dire des conditions d'existence et des façons de percevoir et d'être perçus décisives.

A partir des années 1970, la présence des femmes sur le marché du travail n'a plus cessé de croître. Sans remonter trop en arrière dans le temps, il suffit de rappeler qu'entre 1997 et 2007, le taux d'occupation féminine a augmenté dans l'UE des 27 pays de 51,4% à 58,3% et dans l'Eurozone de 48% à 58%. Les chiffres sont très différents d'un pays à l'autre : en Italie de 36,4% à 46,6%, en France de 52,4% à 60%, en Allemagne de 55,3% à 64%, etc. Mais la tendance de fond est la même dans tous les pays. Entre 2000 et 2007, le *gender gap* est descendu de 17,1 à 14,2 dans l'UE des 27 et de 20,2 à 15,4 dans l'Eurozone. Le phénomène ne touche pas seulement l'Europe et les Etats-Unis, même s'il ne s'étend pas au niveau mondial. Dans les pays qui ont été la destination des délocalisations de phases de production exigeantes en main-d'œuvre, on a pu constater des véritables bonds en avant de l'emploi féminin, mais ils ont eu parfois un caractère conjoncturel. De 1970 à 1990, par exemple, l'emploi féminin dans le Sud-Est asiatique est passé de 25% à 44%. Au Bangladesh, sur un million et demi de postes de travail créés entre les années 1980 et 1990, 90% ont été occupés par des femmes. [2]

Pour rechercher les causes et les effets, nous allons néanmoins nous limiter pour le moment à l'aire nord-occidentale du monde. Quand un phénomène tel que cette féminisation a ce caractère de nou-

veauté et une telle importance, il est raisonnable de penser que ce n'est pas une cause unique qui agit. La cause la plus souvent évoquée pour expliquer l'irruption des femmes sur le marché du travail, c'est la transformation de la structure économique, par exemple le développement des services qui occupaient au début du XXI^e siècle 79% des femmes actives. Ou encore la diminution des secteurs qui requéraient la force physique, le rôle du travail intellectuel dans la production, l'exigence de qualité propre à de nombreux nouveaux postes de travail, etc.

Mais tout bien considéré, il n'existe aucune relation réelle de cause à effet entre l'existence d'une profession ou d'un métier et la présence ou non des femmes. Certes, une fois que les barrières sont tombées, les femmes (au moins dans une première phase) choisissent certaines professions plus que d'autres, mais il faut d'abord que tombent des barrières légales, culturelles, psychologiques et matérielles. A d'autres époques, la magistrature, l'enseignement de la philosophie, ou encore la médecine, étaient fermés aux femmes. Il a fallu que tombent les obstacles légaux pour que ces professions se féminisent vraiment. Il existe des études et des professions peu occupées par les femmes, bien qu'aucune loi ne leur en interdise l'accès. Parce que les femmes y sont mal accueillies et qu'on ne leur y crée pas des conditions adéquates ou parce qu'elles-mêmes les considèrent peu conciliables avec l'avenir auquel elles se destinent. Il ne s'agit pas là seulement de préjugés et de stéréotypes : les rapports sociaux de genre et l'organisation capitaliste de la société peuvent

1. Voir dans la revue tessinoise *Solidarietà* l'article de C-A. Udry, « L'Europa verso una nuova guerra sociale ». La version française est sur le site alencontre.org : dossier Europe, « Une guerre sociale nouvelle s'ouvre en Europe », 27 mai 2011.

2. Sur le travail des femmes dans les pays destination des délocalisations, le livre de Christa Wichterich, *La femme mondialisée*, Solin Actes Sud, 1999, est toujours encore utile.

rendre matériellement la vie assez difficile à une femme qui souhaite entreprendre une carrière dont les niveaux d'efforts et de compétitivité ont été définis à la mesure masculine.

DE LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ À LA PRÉFÉRENCE PATRONALE POUR LES FEMMES

La vérité, c'est qu'on comprend bien mal la féminisation si on néglige la notion fondamentale du conflit. C'est en fait la combinaison du conflit des genres et du conflit des classes qui a produit la forte croissance de l'emploi féminin. En Europe surtout, le conflit des genres s'est manifesté dans les années 1970 sous la forme de mobilisations des femmes analogues à celles propres au mouvement ouvrier du XXe siècle : cortèges, manifestations, revendications, négociations. Cela a produit l'onde longue féministe dont les effets se manifestent d'une certaine manière jusqu'à aujourd'hui. Mais même si cela se manifeste sous une forme plus visible et organisée là où la résistance des structures patriarcales est moindre, il existe de la part des femmes une demande permanente d'émancipation et de liberté qui opère sur des plans différents de celui immédiatement politique et qui s'articule dans des parcours individuels et collectifs. Cette demande des femmes agit aussi dans les sociétés dans lesquelles, par manque d'espaces dans la culture et dans les institutions, des mouvements de femmes et des féminismes ne se créent pas.

En bref, en Europe et en général dans les régions du monde les plus développées, les femmes, disons-le ainsi, sont entrées avec élan dans la mondialisation qui les a saisies dans le moment de leur mobilisation et de leur ascension. La demande d'émancipation des femmes a représenté un des leviers pour la mise en concurrence de la force de travail au niveau mondial et cela a déstabilisé les rapports de force entre les classes qui s'étaient établis durant les trente années qui avaient suivi la Deuxième Guerre mondiale. Par conséquent, ce n'est pas seulement par la délocalisation des activités à haute intensité en main-d'œuvre vers des pays où les travailleuses et les travailleurs souffrent des plus grandes carences en droits, ou par le recours à une immigra-

tion réduite à la clandestinité, que s'est opérée la concurrence avec les secteurs les plus stables et les mieux organisés du travail salarié. Mais aussi au moyen de la préférence accordée aux femmes dans les embauches. Le travail masculin et local n'a aucun droit à se plaindre de la concurrence subie. En effet, elle n'est possible que parce que le sexisme et le racisme sont bien présents en son sein et qu'ils détruisent la solidarité indispensable pour transformer l'élément sociologique de la classe exploitée en une donnée politique de sa capacité à agir comme sujet.

Le travail des femmes a surtout fonctionné comme tête de pont de l'instabilité et de la précarité du fait des caractéristiques traditionnelles du travail féminin fortement conditionné par ce que le féminisme a appelé « le travail de reproduction » ou « le travail domestique et de soins aux membres de la famille ». Alors que dans les faits, entre 15 et 29 ans, la différence entre les taux d'occupation est plus faible, elle croît ensuite quand les femmes sont plus âgées, c'est-à-dire quand elles deviennent mères et que leurs enfants ont moins de 12 ans. Les femmes avec des enfants petits sont souvent obligées à renoncer à travailler ou doivent chercher plutôt un emploi à temps partiel. Ensuite elles reviennent sur le marché du travail trop tard, dans des conditions d'infériorité et en occupant par conséquent les segments marginaux et instables de ce marché.

Durant les récentes décennies, la précarisation du travail salarié s'est concrétisée au travers de l'augmentation du dit travail atypique. Par exemple, entre 2001 et 2005, dans l'Union européenne des 25, la part du total de l'emploi des travailleurs engagés sur la base de contrats de travail atypiques est passée de 36 % à presque 45 %. Les différences entre pays limitent la possibilité de tracer un profil représentatif, mais il existe cependant quelques tendances de fond communes à toute l'Europe, ou du moins à une grande partie de l'Europe. Le travail à temps partiel est le plus féminisé et à la veille de la crise, c'est-à-dire à fin 2007, une travailleuse sur trois était employée à temps partiel et dans certains pays (par exemple l'Allemagne) presque une femme sur deux travaillait à temps partiel. En moyenne dans toute l'Union européenne, un peu moins de 80 % des

travailleurs à temps partiel étaient de sexe féminin. Dans des mesures diverses c'est aussi dans d'autres segments dits atypiques que travaillent surtout des femmes. Le travail à durée déterminée, c'est-à-dire l'autre forme de précarisation répandue en Europe, a augmenté de manière ininterrompue tant pour les femmes que pour les hommes, au moins jusqu'à la veille de la crise. Presque partout, à l'exception de l'Allemagne, la part de l'emploi à durée déterminée sur l'emploi total est plus grande pour les femmes que pour les hommes, par exemple, au Danemark, femmes 9,1/hommes 7,5 ; en France, femmes 15,4/hommes 13 ; en Espagne, femmes 31,4/hommes 27,7 ; etc.

Pour expliquer d'une façon brève et simple les effets de la féminisation, il suffit de rappeler qu'il existe un mécanisme traditionnel qui voit l'entrée massive des femmes dans une profession ou un métier avoir pour conséquence quasi automatique sa perte de prestige social et la réduction des salaires réels. Si cette logique s'étend au travail salarié dans son ensemble, la conséquence sera en fin de compte sa dévalorisation d'ensemble.

Ces logiques ne sont pas seulement liées au rôle des femmes dans la reproduction, au travail domestique, etc. Au contraire, l'insistance sur cet aspect risque d'en obscurcir d'autres, puisque toutes les enquêtes faites à ce sujet sont arrivées à la conclusion que la majorité des travailleuses à temps partiel préféreraient travailler à temps plein. Et que le travail à temps partiel se concentre surtout dans des âges où les femmes n'ont pas encore d'enfants ou n'en ont plus à leur charge. La réalité, c'est que dans de nombreux cas le temps partiel répond à des exigences spécifiques des patrons et du système parce qu'il permet une réduction du salaire. Celle-ci n'est le plus souvent pas proportionnelle au travail effectivement effectué qui fait donc l'objet d'une intensification spontanée ou programmée. En outre, il existe des fractions de travail qui ne peuvent pas être réunies en un plein-temps et dans des secteurs qui emploient un grand nombre de personnes avec un haut niveau de qualification (par exemple, l'instruction publique) un horaire réduit permet de maintenir les salaires bas. Les logiques qui précarisent et dévalorisent la force de travail féminine sont nombreuses

et complexes. Y contribuent des stéréotypes, des habitudes, des normes sociales subies et intériorisées que le féminisme a réunies sous le terme de « patriarcat » à propos duquel beaucoup de choses ont déjà été dites et écrites. S'il en est ainsi, alors la meilleure résistance des femmes au chômage dans la crise s'explique par une autre raison que celle de la diversité des secteurs touchés : la crise et les phénomènes de concurrence globale sont mis à profit pour affaiblir ce qui reste de la stabilité et des droits du travail salarié. Un chiffre confirme cette relation entre crise, mise en concurrence et guerre de classe : en Italie durant l'année 2009 l'emploi a chuté de 380'000 unités (1,6% du total). Mais ce chiffre résulte de la différence entre une baisse de 527'000 unités et une augmentation de 147'000 du nombre d'étrangers employés, chiffre remarquable même s'il est plus faible que par le passé [3].

LES CONTRADICTIONS DE L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

L'entrée d'un grand nombre de femmes sur le marché du travail a mis en mouvement des dynamiques émancipatrices qui ne peuvent pas être sous-estimées parce qu'elles agissent sur les représentations que les nouvelles générations féminines se font d'elles-mêmes. Les identifier est la condition nécessaire de tout travail politique qui ne peut pas s'adresser aux filles de 2010 comme si elles étaient des filles des années 1970.

La chose en soi n'est pas nouvelle et répond à une logique remarquée dès les premières phases du mouvement ouvrier de culture marxiste qui avait diagnostiqué dans le capitalisme la tendance à détruire tout autre rapport entre les êtres humains qui ne soit pas de classe et par conséquent aussi les rapports sociaux traditionnels de genre. L'histoire du XX^e siècle a souvent contredit cette hypothèse parce que d'autres rapports (de genre, de génération, de nationalité, de race, de religion, etc.) ont été survalorisés et utilisés pour des raisons de contrôle politique et avec pour objectif la division et la hiérarchisation de la force de travail. Cependant, cela n'empêche pas qu'il s'agit d'une tendance réelle, qui agit en profondeur, d'une manière non linéaire et à plus long terme. Les vicissitudes des dernières décennies reproduisent sous des formes différentes

les mêmes mécanismes. Le patronat s'est servi des femmes en s'appuyant sur leur demande d'autonomie mais en reproduisant des stéréotypes et des échelles de valeur traditionnelles pour dévaloriser et précariser la force de travail. D'un autre côté, le fait qu'il se soit ainsi servi d'elles a ultérieurement désagrégé les fondements matériels sur lesquels étaient basées ces valeurs et les a rendues toujours plus abstraites et éloignées du monde réel.

Les effets de la féminisation sont évidents sur le plan des rôles sociaux, de la culture et des styles de vie. La réduction de l'écart entre les sexes dans les taux d'occupation et dans la masse salariale destinée à chacun des deux sexes s'accompagne d'une

Le patronat s'est servi des femmes en s'appuyant sur leur demande d'autonomie mais en reproduisant les échelles de valeurs traditionnelles pour précariser la force de travail.

atténuation de la ségrégation horizontale et verticale.

On a peut-être abusé de l'exemple de la magistrature, mais il n'en est pas moins significatif pour autant. Jusqu'en 1963 la carrière judiciaire était fermée aux femmes en Italie et ce n'est qu'en 1965 qu'une femme a été nommée pour la première fois. Aujourd'hui, les femmes constituent 41% de la magistrature mais 53,2% d'entre elles ont entre trente et trente-cinq ans et 57,2% ont moins de trente ans. Si la ségrégation horizontale diminue, celle verticale se révèle plus résistante, comme le montrent les données du Conseil supérieur de la magistrature sur la composition féminine peu présente aux sommets de la profession. Et pourtant, même de ce point de vue,



3. J'ai laissé volontairement de côté, parce que cela aurait exigé un développement trop grand, le travail des « badanti », les femmes immigrées employées pour les tâches domestiques, la garde des enfants et des personnes âgées. Manuela Cartosio écrit à leur sujet dans notre livre *L'emancipazione malata*.

quelque chose a commencé à changer. Les statistiques d'Eurostat à propos de la France (par exemple) signalent qu'entre 2002 et 2007, le nombre de cadres de sexe féminin a augmenté de 8 points dans la fonction publique et de 6,6 dans le privé. Ailleurs aussi, et dans des environnements plus traditionnels, des choses nouvelles se passent. En Italie, selon une analyse de la Coldiretti, le nombre d'exploitations agricoles dirigées par des femmes est passé entre 1970 et 2009 de 19% à 31%. Et il est impossible de penser que le niveau plus élevé de scolarisation des femmes reste sans conséquences. Il faut d'ailleurs l'interpréter aussi comme une tentative d'ajouter de la valeur à un travail que la tradition a dévalorisé. En 2009 dans les pays de l'Union européenne, 60% des volées de nouveaux diplômés étaient constitués par des femmes. Certains changements dans la vie quotidienne renversent des priorités et des manières de voir pluri-centenaires.

Contraintes à choisir entre maternité et travail à cause des bas salaires, de la carence de services et du manque de partage des tâches de reproduction, les femmes choisissent de plus en plus souvent l'indépendance économique. Mais moins de travail ne signifie alors pas plus d'enfants. Au contraire, tant qu'il n'y a pas un travail plus ou moins stable, il n'y a pas non plus la possibilité pour les hommes et les femmes de se reproduire. Depuis de nombreuses années en Italie, le taux de natalité est négatif et le serait encore plus si les étrangères n'apportaient pas une contribution importante à la natalité : les femmes italiennes ont dans les faits une moyenne de 1,33 enfant chacune, les étrangères 2,05. Mais peut-être un de ces exemples illustre-t-il bien combien le monde a changé. C'est le fait qu'à Milan, chef-lieu d'une région qui a été depuis des décennies sous le contrôle politique

de l'intégrisme catholique, la majorité des familles est formée désormais d'une seule personne.

La réduction de l'écart de genre qui s'est produite durant les dernières décennies n'autorise aucun triomphalisme, pour diverses raisons. D'abord le genre est une grille de lecture, une notion abstraite qui ne s'incarne pas immédiatement dans des êtres humains. D'autres positions dans la hiérarchie sociale, par exemple la classe sociale, la génération ou la condition d'immigrée, contribuent à déterminer une condition d'existence. La composante féminine du travail salarié, pour des motifs évidents et surtout pour ce qui nous intéresse, a assurément augmenté, mais en même temps ses conditions de travail et de vie se sont détériorées. La réalité, c'est que les dynamiques d'émancipation des dernières décennies souffrent d'une tare congénitale, parce qu'elles se réalisent dans un contexte de mise en concurrence de la force de travail et de défaite du mouvement ouvrier du XX^e siècle. Il en découle un nivellement tendanciel vers le bas qui fait que les hommes deviennent égaux aux femmes et les femmes égales aux hommes dans les aspects les pires de l'exploitation. Pour les hommes la précarité, les bas salaires, le manque de droits traditionnellement propres au travail féminin ; pour les femmes la perte des protections au nom de l'égalité (le dommage et l'insulte), la renonciation à la maternité ou son report à un âge très voisin de celui de la « vieille primipare ». Pour tous les deux, une exploitation renforcée et une existence structurellement précaire. En outre, les mutations positives dans les rapports de genre elles-mêmes ne sont absolument pas irréversibles. Quand les hommes et les femmes, les Blancs et les Noirs, les indigènes et les immigrés, les vieux et les jeunes tendent tous à devenir une force de travail également manipu-

lable, celui qui a encore l'ombre d'un privilège tend à le faire valoir dans une tentative de ne pas sombrer complètement. Même en Europe, les privilèges dont jouit encore aujourd'hui le sexe masculin sont bien réels et pas seulement une ombre résiduelle.

Les dynamiques émancipatrices des dernières décennies n'ont pas détruit les structures patriarcales, même si leur capacité à déterminer les rapports sociaux a diminué.

La féminisation n'a pas vraiment supprimé les caractéristiques traditionnelles du travail des femmes. Partout leur taux d'occupation est plus bas, avec plus de contrats à durée déterminée ou à temps partiel et plus de risques de rester prises au piège d'emplois précaires avec peu d'opportunités de promotion vers des emplois stables. Partout subsistent les écarts de salaire qui ne peuvent qu'en partie être expliqués par le temps partiel choisi et non subi. La ségrégation horizontale et verticale continue de caractériser l'emploi féminin : la proportion de femmes avec des responsabilités de direction reste basse ; les femmes sont encore concentrées dans un éventail de travaux moins large, dans lesquels en outre la présence féminine a pour fonction de maintenir bas les traitements et les salaires. Dans ce contexte actuel de classe et de genre, des phénomènes de revanche masculine cherchant à influencer les formes politiques de la domination capitaliste peuvent facilement se manifester. La montée des droites extrêmes s'est appuyée traditionnellement sur le racisme et le sexisme des classes subalternes. Mais il ne faut pas croire que la montée des droites sexistes et racistes soit la condition politique indispensable de la revanche. En Italie, une réaction sexiste s'est déjà manifestée au travers de l'influence politique de l'Eglise catholique, des lois de l'Etat et des images de la femme diffusées par les médias.

Même du point de vue économique, on peut observer aujourd'hui, et on l'observera toujours plus fortement encore dans le futur avec l'approfondissement de la crise, des phénomènes de concurrence en sens inverse, dont l'enjeu sera la défense des protections sociales résiduelles dont bénéficie encore la composante féminine du travail salarié. ✱

Le contexte de mise en concurrence de la force de travail et de défaite du mouvement ouvrier provoque un nivellement tendanciel vers le bas qui voit l'égalité entre les hommes et les femmes se faire dans les aspects les pires de l'exploitation.



JOHN BELLAMY FOSTER

THE ECOLOGICAL REVOLUTION : MAKING PEACE WITH THE PLANET

Monthly Review Press, New York, 2009, 288 p.

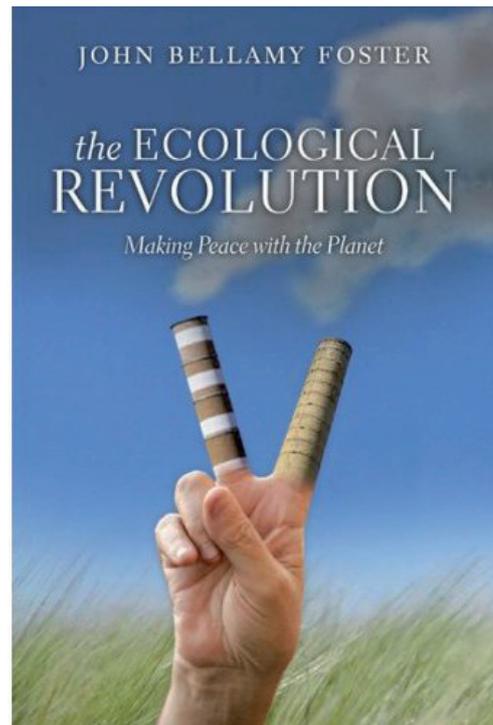
Ce livre est une réussite. Il réunit une énorme érudition et une synthèse théorique accomplie pour aboutir à un point de vue politique percutant. Cela devrait être une lecture obligatoire pour tous ceux qui se préoccupent du futur de l'humanité et de la planète, c'est-à-dire tout un chacun. Personnellement, j'ai quelques désaccords, mais qui sont plutôt une liste de questions pour un dialogue avec l'auteur que des reproches substantiels. Le livre consiste largement en articles que Bellamy Foster a publiés ces dernières années, mais il les a substantiellement révisés pour en faire un ensemble cohérent. Le livre est divisé en trois parties.

La première comprend une série de chapitres qui puisent dans un éventail de sources. Chaque chapitre souligne la profondeur de notre crise écologique et met en évidence l'échec (inévitabile) des tentatives de rendre *durable (sustainable)* le cadre existant du capitalisme mondialisé.

La deuxième partie est expressément consacrée à passer en revue et démontrer la force explicative du matérialisme historique de Marx et de sa théorie critique de la production capitaliste. Au centre, il y a le concept de « métabolisme » socio-naturel et le concept de la « fracture métabolique » que provoque la pression incessante du capitalisme à accumuler aux dépens des systèmes vitaux de la Terre. Ce concept trouve sa source classique dans les préoccupations du vieux Marx quant aux conséquences sur la fertilité des sols de l'agriculture capitaliste et de la division ville/campagne. Cependant, comme Foster et ses collègues, notamment Paul Burkett, nous l'ont montré, les préoccupations écologiques de Marx, Engels et de leurs correspondants étaient beaucoup plus diverses que cela.

« MAÎTRISE DE LA NATURE » ?

La thèse serait donc que Marx et Engels avaient au centre de leur analyse une vision écologique et qu'ils avaient déjà élaboré le concept du développement *durable (sustainable)* comme une clé de leur conception du futur socialiste. Une difficulté surgit à ce propos. Les lectures de Marx et Engels qui ont été historiquement dominantes (tant de la part des sympathisants que des opposants) étaient « prométhéennes », dans le sens qu'elles ont considéré que pour Marx et Engels la libération humaine future reposait sur une maîtrise humaine sans cesse croissante



des forces de la nature. Le bilan environnemental des régimes centralistes d'Etat qui se sont légitimés par référence à l'héritage marxien fut sévère. Mais de leur côté, les partis européens socialistes et sociaux-démocrates basaient aussi, à l'origine, leurs projets politiques sur le marxisme. Ils ont eux combattu avant tout pour des niveaux de vie matérielle plus élevés en faveur des salariés, grâce à un soutien de la croissance économique par l'Etat, souvent au prix d'un coût écologique important. Jusque dans les années 1990, dans de larges secteurs de la gauche organisée, la préoccupation pour les questions écologiques a été moquée comme étant une « diversion petite-bourgeoise ». Cela, Foster ne cherche pas à le nier. En lieu et place, il réécrit en fait l'histoire de la pensée marxienne et socialiste depuis Marx et Engels, en ramenant au premier plan une tradition subalterne, écologiquement radicale, de la pensée et de l'action socialistes, à savoir des pionniers russes précoces de l'écologie, des mouvements antérieurs à la montée de Staline visant à mettre le développement soviétique sur un pied écologique, les travaux de penseurs comme William Morris et Raymond Williams au Grande-Bretagne, etc. Je trouve que c'est là un exer-



cice très intéressant, essentiel à un renouvellement d'une action politique verte de gauche. Cependant, la domination historique de l'héritage « prométhéen » doit être abordée. En partie parce qu'il constitue un profond obstacle à un dialogue constructif entre Verts et socialistes, mais aussi, en partie, parce que c'est tout simplement une interprétation raisonnable de beaucoup de ce que Marx et Engels ont en fait écrit. Par exemple, Foster consacre un passage assez long à contester la lecture « prométhéenne » que je fais de la remarque d'Engels qui écrit dans son *Anti-Dühring* (1878) que dans la société future « *l'homme pour la première fois devient le véritable maître conscient de la Nature* ». Bien que, comme Foster l'admet, Engels ait effectivement utilisé cette phrase, son « intention » aurait apparemment été quelque chose de différent. Selon Foster, Engels argumentait simplement qu'une révolution sociale était nécessaire « *pour permettre aux humains d'éviter d'être simplement la proie des forces naturelles* ». Ma lecture à moi, c'est qu'Engels, assurément, pensait qu'une révolution sociale était nécessaire pour transformer les rapports humanité/nature, mais que la répétition de l'expression « maîtrise de la Nature » est sans véritable équivoque et signifie quelque chose de différent de simplement « éviter d'être à la merci des forces de la nature ». Construire des défenses contre les inondations, par exemple, est quelque chose d'assez différent d'essayer de contrôler les courants océaniques et les marées. La troisième partie du livre nous amène à la conséquence politique claire de tant d'accumulation de données et d'arguments présentée dans les parties I et II. Si nous nous trouvons engagés sur une trajectoire qui conduit vers une catastrophe socio-écologique au niveau mondial, et si la dynamique qui nous y entraîne est celle de la déferlante capitaliste incapable d'une réforme sérieuse, alors la seule possibilité d'éviter la destruction de la civilisation et d'une bonne partie de la vie sur Terre est un renversement révolutionnaire du système mondial dominant. Foster dit clairement, au début de son livre, qu'il est basé sur le « principe d'espoir ». Mais s'il en est ainsi, sa conclusion elle n'offre guère d'espérance ! On a dit, de manière relativement justifiée, qu'il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. En fait, les deux pourraient même être assez étroitement liées. Cependant, Foster trouve, lui, quelques raisons d'espérer dans la radicalisation d'une partie de l'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier dans la révolution « bolivarienne » de Hugo Chavez et dans les réalisations des Cubains. Ailleurs aussi, dans les pays de la « périphérie », les populations qui souffrent le plus des déprédations de l'impérialisme écologique et économique résistent et formulent des alternatives qui préfigurent un autre futur. Foster a écrit son livre avant que ne se fasse sentir toute la violence de la crise financière mondiale et de la récession économique qui lui est associée. Mais cela ne fait que renforcer son jugement selon lequel le capitalisme est plus vulnérable que beaucoup ne le pensaient.

LA VALEUR SUBJECTIVE DE LA NATURE

Malgré la cohérence et la force du livre de Foster, il prête à des questions sur certains points. En particulier, il souffre à mon avis d'un certain « sectarisme ». J'entends par là qu'à propos de certaines questions, l'accent qu'il met transforme des différences en divergences, d'une façon qui bloque la possibilité d'un dia-

logue constructif et d'un apprentissage mutuel. Deux exemples me viennent à l'esprit.

Pour commencer, la détermination avec laquelle Foster entend démontrer les références écologiques de Marx et Engels a assurément ses avantages : avec Burkett et d'autres, il a attiré notre attention sur une dimension importante, et jusqu'à présent relativement négligée, de leur héritage. Cependant, d'autres qui se placent eux aussi dans la tradition matérialiste marxienne jugent cet héritage certes indispensable, mais en même temps incomplet et dans une certaine mesure contradictoire. Ils ont jugé nécessaire de retravailler certaines idées clés afin de fournir un cadre adéquat pour la gauche verte d'aujourd'hui. Parmi eux des penseurs aussi importants que James O'Connor et Joel Kovel. Malheureusement, le souci qu'a Foster de défendre un Marx authentique semble l'obliger à critiquer leurs innovations conceptuelles d'une façon que je trouve plutôt unilatérale et mesquine. Malgré l'hommage qu'il rend à O'Connor, sa manière de traiter de son intéressant concept de deuxième contradiction du capitalisme est de cette sorte-là.

Un autre exemple de ce qui me paraît sectaire est le traitement que Foster fait de ces traditions de la pensée écologiste et de la politique verte que sont l'écologie profonde ou les idées « écocentriques ». Il néglige quasiment totalement cette tradition au profit d'arguments critiques catégoriques contre « l'écologisme dominant » (*mainstream*). C'est assez compréhensible quand on voit le tournant réactionnaire de quelques-uns des porte-parole de la tradition écocentrique aux États-Unis. Et pourtant des penseurs comme Arne Naess, Val Plumwood et Robin Eckersley représentent des courants de pensée qui ont beaucoup à nous offrir. La seule rencontre explicite de Foster avec la pensée écocentrique se trouve dans sa critique des travaux du sociologue de l'environnement Riley Dunlap, un pionnier dans son domaine. Mais il me semble que Foster confond là les questions analytiques et les questions normatives. Il y a un accord général parmi les marxistes écologiques et les sociologues environnementaux sérieux pour estimer que l'analyse doit se concentrer sur les interactions dynamiques complexes entre les pratiques sociales humaines et leurs conditions naturelles. Mais ce que cela laisse de côté, cependant, c'est les questions qui ont à voir avec les normes de valeur qui président aux relations entre les humains et le reste de la nature. Ce que la réflexion des théoriciens écocentriques a apporté de plus significatif est certainement leur insistance sur la valeur « intrinsèque » des êtres non-humains et de nos rapports avec eux.

A aucun endroit de son livre, Foster n'évoque explicitement cette échelle de valeur. Mais les chapitres finaux de son livre suggèrent que sa propre réflexion a été peu influencée par ce courant de la pensée et de la sensibilité vertes. Dans ses chapitres 13 et 14, Foster définit clairement, mais abstraitement, le socialisme comme étant constitué par la libre association du travail, mais il ajoute qu'il doit aussi comporter en son centre une « régulation rationnelle » de notre métabolisme avec la nature. En s'appuyant sur le travail de Morrison, il argumente qu'un futur socialisme écologiquement durable doit placer la satisfaction des besoins humains basiques tels qu'un air propre, une nourriture sans danger et des conditions sanitaires, « avant tous les autres besoins et désirs ». C'est la sorte de position

qu'Eckersley appelle « l'écologie du bien-être humain » : c'est-à-dire que l'objectif principal de la gestion rationnelle de notre relation à la nature est l'accroissement du bien-être humain. C'est là à mon avis un courant de socialisme écologique entièrement défendable. Je pense néanmoins qu'il peut être élargi et approfondi par un dialogue avec des traditions plus radicales de la pensée verte qui recherchent une transformation qualitative de notre rapport subjectif à la nature, psychologique, émotionnel, esthétique, cognitif, culturel, et au sens de Marx « spirituel ». Dans ses derniers travaux, Marcuse a parlé des implications révolutionnaires de la manière dont les sensibilités esthétiques peuvent donner naissance à des nouveaux besoins qui ne peuvent pas être satisfaits dans l'ordre existant. Sans de tels déplacements subjectifs et culturels en profondeur, il est difficile de voir d'où viendront les formes de mobilisation populaire qui seront nécessaires si nous voulons que se produise la révolution écologique que Foster appelle avec raison de ses vœux. Il se peut qu'il fasse allusion à cela quand il fait référence à l'idée de Hannah Arendt « d'aliénation du monde » et quand il parle, dans l'avant-dernière phrase de son livre, des besoins de « la vie en tant qu'un tout » comme objet de la gestion socialiste de la Terre.

Je pense que cela mérite un dialogue et des développements ultérieurs, ce qui ne retire rien à l'excellence et au caractère indispensable de ce livre.

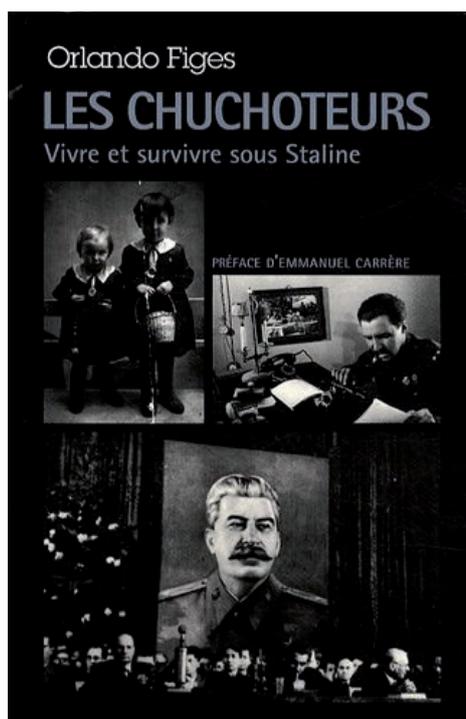
Ted Benton *



ORLANDO FIGES

LES CHUCHOTEURS. VIVRE ET SURVIVRE SOUS STALINE

Editions Denoël, 2009, 792 p.



Publié en 2009 sans doute dans le cadre du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, la traduction en français de l'ouvrage d'Orlando Figes nous offre l'occasion de découvrir un travail à bien des égards unique sur la société soviétique. Orlando Figes, professeur d'histoire à la London University, s'était déjà fait remarquer par son livre *La Révolution russe 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*, traduit par Denoël également en 2007 (Gallimard, coll. « folio histoire », 2009). Comme il l'explique dans la postface des *Chuchoteurs*, c'est précisément alors qu'il travaillait à cet ouvrage sur la Révolution russe qu'il a eu l'idée de départ des *Chuchoteurs*. Ce sont en effet les entretiens qu'il menait alors, dans les années 1980, avec des personnes ayant vécu pendant la période stalinienne, qui lui

* Ted Benton est professeur de sociologie à l'Université d'Essex et participe au Groupe d'étude Rouge-Vert (Red-Green Study Group) qui s'efforce de renouveler la réflexion et la pratique écologiste et socialiste.



ont inspiré ce nouveau projet. Néanmoins, celui-ci ne débutera qu'en 2002 et dans un sentiment d'urgence dans la mesure où la dernière génération à avoir atteint l'âge adulte en 1953 disparaissait progressivement.

SAISIR L'ÉPAISSEUR DE L'HISTOIRE

C'est donc la première caractéristique de cet ouvrage que d'être un véritable travail d'histoire orale mené par Figes et son équipe de chercheurs, en collaboration avec la société Mémorial, association d'histoire et de défense des droits de l'homme fondée à la fin des années 1980 pour défendre les victimes de la répression. Ce sont ainsi des centaines d'entretiens qui ont été menés, dont la plupart sont disponibles en ligne sur le site de l'auteur (www.orlandofiges.com). A cet égard, il s'agit d'un travail unique. Mais son intérêt ne s'arrête pas là puisque le matériel des entretiens, complétés par les quelques archives familiales et autres journaux intimes, va permettre à Figes d'interroger l'histoire de l'Union soviétique en s'intéressant à la question de l'évolution des conditions de la vie privée pendant le régime stalinien, comme cela est souligné par le sous-titre de l'édition en langue anglaise (*Private Life in Stalin's Russia*). Chaque bifurcation politique est complétée par l'étude de ses conséquences sur la population à travers le récit de plusieurs trajectoires de vie, conduisant du même coup à donner une épaisseur supplémentaire au récit historique.

Le champ délimité par l'auteur est donc bien précis, tant dans le sens temporel (les années précédant la mort de Staline représentent le corps principal du texte) que thématique, puisqu'il s'agit de garder à l'esprit le projet de départ, celui d'examiner les conséquences du régime stalinien sur la vie privée des citoyens soviétiques. Dans ce sens, il n'est que peu question dans cet ouvrage des débats d'orientation « au sommet » ou des grandes tendances sociales, comme l'émergence et la cristallisation d'une couche bureaucratique, sauf dans le cas où l'explication le requiert.

Une autre caractéristique de cet ouvrage, entremêlant avec talent les parcours de vie et la « grande histoire », est le choix fait par l'auteur de suivre avec plus d'attention le trajet de l'écrivain Constantin Simonov. Ce choix s'explique notamment par les liens d'amitié liant Figes au fils de l'écrivain, Alexeï, liens qui lui ont permis de rentrer plus intimement dans la vie de Simonov, auteur considéré comme incontournable sous le régime stalinien. Cela nous permet donc de suivre les étapes du développement de cet auteur, fils de la noblesse qui désirera se « prolétarianiser » en étudiant dans une école technique, puis sera aux premières loges pendant la Seconde Guerre mondiale en tant que correspondant de guerre, pour enfin devenir un des personnages les plus influents de la littérature sous Staline. C'est notamment lui qui refusera la publication du *Docteur Jivago* de Pasternak.

LE MAGMA DES ANNÉES 1920 ET LA GRANDE RUPTURE DE 1928

Avant de s'intéresser à la période stalinienne proprement dite, Figes s'attache tout d'abord à présenter les années 1920 sous l'angle de la vie privée. Dans ce sens, son récit privilégie l'identification des éléments de continuité entre les années 1920

et la période stalinienne. C'est ainsi que l'examen que Figes fait des années 1920 est orienté au premier chef sur la conception de la vie familiale qui prévalait dans le parti bolchevique. Cela ne l'empêche en aucune manière de montrer le magma contradictoire qui bout tout au long de cette période. Du côté des « vieux bolcheviques », que ce soit dans le cadre de la lutte clandestine contre le tsarisme, puis dans le feu de la guerre civile ou dans l'activisme des années suivantes, la vie familiale occupait, et pour cause, une portion congrue dans le quotidien des militants du parti. Ce d'autant plus que, après la victoire, la question de l'émancipation ne pouvait pas ne pas passer par une lutte contre les anciennes coutumes traditionalistes, au premier rang desquelles l'influence de l'Église sur les comportements ainsi que la domination du père sur la famille russe. Un nouveau code de la famille fut édicté pendant la guerre civile, privant l'Église de son influence et facilitant les divorces. La grande distance par rapport à la vie familiale ainsi qu'un mode de vie ascétique caractérisaient les anciens membres du parti bolchevique, y compris pendant la NEP dès 1921. La vie privée passait donc au second plan lorsqu'elle n'était pas purement et simplement absente, alors que la jeune génération était encouragée à « jouer aux révolutionnaires », à travers les organisations de jeunesse du parti : les Pionniers et le Komsomol. La fracture générationnelle est mise en évidence par Figes, tout comme les déchirements au sein d'une même famille ou d'un même couple, notamment sur la question de la religion. Il est à noter ici que ces problèmes avaient été discutés, à l'époque, par Trotsky dans des textes dans lesquels il plaidait pour une plus grande attention à porter à « Les questions du mode de vie » (ces textes se trouvent dans l'ouvrage *Littérature et Révolution*, Ed. de la Passion, 2000) et soulignait les rythmes de changement inégaux selon les sphères sociales.

Le prestige du parti bolchevique va progressivement attirer vers lui les carriéristes, notamment suite à la « promotion Lénine » de 1924, ouvrant le parti à un recrutement large de nouveaux membres dépourvus de culture politique, ce qui va provoquer une mutation du vieux parti bolchevique. Sans formation politique, les nouveaux membres seront recrutés sur la base de leur croyance en la révolution, ce qui va bien vite mener à une surenchère en termes de « morale communiste », puis enfin à l'obsession de la surveillance mutuelle et aux dénonciations. Notons ici que Figes traite dans le même chapitre de la période allant de 1917 à 1928 alors que, dans son autre ouvrage sur la Révolution russe, son exposé de la révolution s'arrêtait en 1924. Il s'en explique en substance dans sa préface en affirmant que c'est un nouveau régime politique qui voit le jour après la mort de Lénine, certes sur des bases de départ héritées de la période révolutionnaire. Néanmoins, il faut souligner que la question de la transition, c'est-à-dire la question de la périodisation de la contre-révolution en fonction des forces sociales en présence^[1], reste obscure dans le récit que fait Figes des années 1920. Cela est bien entendu largement dû au point de vue qu'il a choisi d'explorer, ce qui le conduit à chercher dans les années 1920 l'origine des tendances qui éclateront durant la période stalinienne. A cet égard, le livre de Figes peut être avantageusement complété par d'autres travaux plus globalisants sur la période soviétique, prenant davantage

en compte les tendances sociales, politiques et économiques lourdes, au nombre desquels se dégage le travail du regretté Moshe Lewin, *Le Siècle soviétique* [2].

L'apport de Figes est beaucoup plus précieux lorsqu'il traite de l'émergence du stalinisme, le véritable objet de son livre, dans un chapitre qu'il intitule significativement « La Grande Rupture (1928-1932) ». La rupture dont il est question est celle enclenchée par la dynamique de collectivisation forcée, qui se caractérisera entre autres par la campagne contre les « koulaks », les paysans prospères identifiés comme les « exploités des campagnes » par la propagande soviétique. La campagne de collectivisation se déroula dans une atmosphère de guerre civile permettant la collectivisation de la moitié de la paysannerie en 1930, à grand renfort d'intimidations. Plusieurs centaines de milliers de « koulaks » furent ainsi expédiés dans des camps de travail, dans le même temps que le régime tentait d'organiser ses prisons en un véritable réseau de camps de travail qui sera bientôt connu sous le nom de Goulag. D'autres encore furent expulsés dans des « colonies spéciales » [3] par millions et ainsi dispersés dans l'Union soviétique, représentant du même coup une main-d'œuvre disponible pour l'industrie dont la croissance allait être dopée par l'autre tournant de cette période, celui de l'industrialisation à marche forcée.

La répression se fit selon un plan d'ensemble comportant des quotas de « koulaks » à arrêter et à envoyer soit en camps de travail, soit dans ces « colonies spéciales ». Le plus souvent, c'était le plus complet arbitraire qui déterminait les paysans à arrêter : Figes mentionne des villages ayant organisé des tirages au sort, d'autres désignant eux-mêmes leurs « koulaks » (la plupart du temps, c'étaient des fermiers âgés ou isolés qui étaient alors désignés par les membres de leur village). Sur la difficile question des chiffres, l'estimation de Figes est qu'« au moins dix millions de « koulaks » furent expulsés de leurs maisons et villages entre 1929 et 1932 ». Avec cet exode forcé, c'étaient autant de familles séparées.

Les conséquences de la campagne de collectivisation dégagees par Figes sont, au premier chef, l'éradication du mode de vie traditionnel dans les campagnes par la liquidation de la ferme familiale. Cette offensive s'appuiera notamment sur l'introduction des valeurs soviétiques qui entraient en contradiction avec les valeurs familiales, ces dernières étant la plupart du temps dictées par les prescriptions de l'Église orthodoxe. Ce conflit se redoublera d'un fossé générationnel, puisque les enfants devront rompre avec les coutumes familiales pour s'intégrer à la société soviétique et à ses valeurs. Il n'était ainsi pas rare de voir un enfant dénoncer ses parents comme « koulaks ». Dans un tel climat, on comprend mieux le choix du titre du livre d'Orlando Figes : les parents, se méfiant de leurs enfants ou de leur naïveté, en étaient réduits à chuchoter pour que leurs propos ne puissent pas être entendus et répétés.

Sur le plan économique, le bilan de la campagne de collectivisation est un échec. La majorité de la paysannerie la comprendra comme une seconde forme de servage. Plusieurs soulèvements seront ainsi réprimés tout au long des différentes vagues de collectivisation. Bon nombre de paysans préféraient abattre leur bétail plutôt que de le voir être réquisitionné par les fermes collectives, tant et si bien que Figes estime que

le nombre de têtes de bétail a été divisé de moitié de 1928 à 1933. Les résistances des paysans ainsi que la perte de savoir-faire consécutive à l'expulsion des « koulaks » (bien souvent les paysans les plus industriels, selon Figes) eurent des conséquences destructrices sur l'agriculture soviétique. Cette désastreuse évolution fut couronnée par les mauvaises récoltes des années 1931-1932 qui conduisirent à la grande famine de 1932-1933 faisant plusieurs millions de victimes (entre 4,6 et 8,5 millions de personnes moururent de faim ou de maladie entre 1930 et 1933), notamment en Ukraine et au Kazakhstan. Se situant dans le débat ouvert par plusieurs historiens qui considèrent cette famine comme une famine génocidaire orchestrée par le pouvoir soviétique, Figes prend le contre-pied de cette lecture et conclut pour sa part que si le régime est très certainement responsable de la famine par la politique de collectivisation et de réquisitionnement, il demeure erroné de réduire la campagne de collectivisation à une politique de « famine-terreur ». Ces années de famine concoururent à la désertion des campagnes, ce qui mena bien vite à la surpopulation des villes, avec son cortège de misère et de pénurie de logement. Conséquences que le régime tenta de gérer en édictant un système de passeport intérieur pour pouvoir loger en ville.

INDUSTRIALISATION ET CAMPS DE TRAVAIL

L'autre grand tournant de la fin des années 1920 fut celui de l'industrialisation à marche forcée à travers le premier plan quinquennal, avec des objectifs de taux de croissance sans cesse augmentés par Staline. Cette politique put bénéficier des conséquences de la collectivisation en termes d'exode rural et de fabrication d'une population nomade destinée à l'industrie, mais aussi et surtout de la mise sur pied du système des camps de travail, le Goulag. Comme le dit Figes : « La fourniture de main-d'œuvre servile, à compter de l'arrestation et de la déportation massive des « koulaks » en 1929, fut la justification économique du Goulag. Bien qu'initialement conçu comme une prison pour les ennemis du régime, le Goulag prit bientôt la forme d'une colonisation économique : un moyen bon marché et rapide de coloniser la terre et d'exploiter les ressources industrielles des lointaines régions de l'Union soviétique, où personne ne voulait vivre, et entre eux, les responsables du Goulag admettaient ouvertement cette raison d'être. » L'utilisation à des fins industrielles de la main-d'œuvre entraîna une nouvelle

25

1. Nous renvoyons ici aux écrits de Daniel Bensaïd sur la question de la contre-révolution qui n'est pas, comme il le dit en reprenant une expression de Joseph de Maistre, « une révolution en sens contraire », mais bien plutôt « le contraire d'une révolution », soit un processus rampant, progressant par seuils et par paliers.

2. Moshe Lewin, *Le Siècle soviétique*, Fayard-Le Monde diplomatique, 2003. Mentionnons également d'autres ouvrages marquants traduits en français comme *Le Dernier combat de Lénine*, Minuit, 1967 ou *La Formation du système soviétique*, Gallimard, 1987.

3. Si, techniquement parlant, les « colonies spéciales » n'étaient pas des formes d'emprisonnement dans la mesure où les déportations de masse étaient effectuées « administrativement » et non sur un plan judiciaire, il n'en demeure pas moins qu'elles furent dès 1931 exploitées par l'OGPU. Les exilés devaient se présenter à la police une fois par mois et les conditions de vie et de travail étaient effroyables, certains affirmant qu'elles étaient pires que dans les camps.

vocation pour la police politique qui devint ainsi un moteur de l'industrialisation du pays par son contrôle d'un réseau de camps de travail dont la population se monta bientôt à un million de détenus-travailleurs en 1934. Figes s'attarde sur les grands travaux réalisés par les détenus, comme le canal reliant la mer Blanche à la mer Baltique, sans oublier de mettre en évidence les coûts en vies humaines de ces ouvrages de génie civil (sur le chantier du canal, le nombre de victimes se monta à 25'000 pendant l'hiver 1931-1932) ou des complexes industriels commandités par l'administration du Goulag.

Sur le plan de la vie des victimes, Figes met en avant les nombreux reniements de parents « koulaks » et d'autres « ennemis du peuple » par leurs enfants, reniements ressentis comme nécessaires à l'intégration dans la société soviétique. Une autre stratégie de survie dans la société était la dissimulation des « taches » dans la biographie, comme celle d'être né de parents « koulaks ». Selon Figes, ces dissimulations du passé expliquent en partie le souci constant de chasse aux imposteurs dans le parti, ce qui menait périodiquement à de violentes purges dans le parti pour démasquer les « ennemis cachés » en son sein.

Sur le plan urbanistique, c'est l'explosion : Moscou passe de 2 millions d'habitants en 1928 à 3,4 millions en 1933 et le régime promulgue des plans pour une « édification socialiste » de la ville. Cette édification passera par la construction de nombreux logements privés destinés à la nouvelle élite constituée de spécialistes et de carriéristes. Le changement de nature du parti bolchevique depuis ladite « promotion Lénine » en 1924 se montre ici avec force. Le recrutement se fait plus large afin de former une base sociale à un régime ébranlé par la rupture de 1928-1932. Après les valeurs ascétiques des débuts de la révolution, on assiste à une véritable quête d'avantages matériels et de « petits privilèges » de tous ordres parmi les membres du parti-Etat. Il s'agit en effet de la phase de consolidation du régime après l'élimination de l'opposition de gauche. Cela permet l'émergence d'une nouvelle couche sociale, la bureaucratie conformiste, à travers plusieurs vagues de purges systématiques qui, depuis 1933, ont rendu les vieux bolcheviques toujours plus minoritaires.

Ces évolutions se traduisent également dans la sphère privée avec, d'une part, la possibilité pour les privilégiés de pouvoir bénéficier d'espaces privés, voire de datchas. D'autre part, cette période témoigne d'un retour aux valeurs familiales – avec Staline dans le rôle du « père des peuples soviétiques » –, plus particulièrement d'un renforcement de la domination masculine au foyer, ce qui ne va sans tension dans les familles du fait de conceptions opposées. A travers les décrets rendant plus compliqué le divorce, l'interdiction de l'avortement et de l'homosexualité, Figes montre parfaitement la véritable restauration idéologique de la famille à l'œuvre[4].

Pour la plus grande partie de la population, les années 1930 sont vécues comme des années de pénurie généralisée. Si cette réalité conduisait à une stricte hiérarchie dans la distribution des privilèges à un bout de l'échelle sociale, à l'autre elle condamnait les citoyens à avoir recours à la débrouille, au marché noir ou encore au « réseutage » en tirant avantage de la connaissance de membres de la nomenklatura. La question du logement est un enjeu prioritaire pour les citoyens, la pénurie de logements

entraînant une véritable lutte pour l'espace. Les appartements communautaires sont au centre des tensions et changent de nature : du statut de solution temporaire au problème du logement au début des années 1920, ils deviennent un maillon supplémentaire dans la chaîne de la surveillance du régime, notamment à travers le poste de doyen de l'immeuble, sorte de flic à domicile. L'absence d'intimité ne faisait qu'exacerber la situation : bien souvent, des dénonciations de soi-disant « ennemis du peuple » avaient pour origine les tensions dues à la confrontation permanente, ou la convoitise de l'espace occupé par les dits ennemis. Pour caractériser cette vie privée constamment exposée, Figes parle de « intimité publique » et revient à nouveau sur la nécessité du chuchotement pour des époux ne désirant pas être dénoncés par leurs proches voisins, contribuant ainsi à former ce qu'il nomme une « population taiseuse et conformiste ».

LA GRANDE TERREUR

La fin des années 1930 va être marquée par la Grande Terreur de 1937-1938, la plus meurtrière – c'est durant cette période que furent commises 85 % des exécutions politiques de la période 1917-1955 – même si Figes n'oublie pas de signaler dans son introduction qu'elle doit elle-même être située dans une suite de vagues répressives (1918-1921, 1928-1931, 1934-1935, 1937-1938, 1943-1946, 1948-1953). Au principe de la grande terreur se trouve la volonté de liquider toute opposition avant la guerre qui menace en extirpant ce qu'il restait de l'héritage de la révolution d'Octobre par la liquidation des « vieux bolcheviques », trop critiques par rapport aux zigzags de la politique extérieure. Ce n'est donc pas un hasard si le Komintern sera particulièrement visé par les exécutions politiques. Mais les attaques ne viseront pas que les membres du Komintern, elles se diversifieront et se diffuseront bientôt par l'intermédiaire d'une série de campagnes de masse contre les « koulaks », contre les membres de soviets locaux ou encore contre les représentants des minorités nationales. Les arrestations étaient tellement aléatoires que personne ne se sentait à l'abri, la peur se répandant parmi la population soviétique. Dans ce contexte, la pression au chuchotement fut renforcée par la crainte constante des mouchards, dont le nombre donne le vertige (Figes fait état d'estimations allant jusqu'à 5 % de la population des villes, soit un informateur pour 20 habitants).

Si les informateurs furent nombreux, leurs motivations furent fort diverses. De la dénonciation par peur d'être accusé d'avoir « manqué de vigilance » à la quête d'avantages matériels en passant par la foule des informateurs contraints, par exemple les enfants « d'ennemis du peuple » à la biographie « tachée ». Le plus étrange selon Orlando Figes est la relative indifférence du peuple face aux purges, ce qui s'explique à la fois par la méfiance envers les élites, mais aussi par la croyance en la réalité de l'existence d'ennemis du peuple sur laquelle se basait la foi placée dans le parti. En témoignent les nombreuses lettres adressées à Staline pour demander la libération de proches victimes d'erreurs. Certains pensaient en effet que Staline n'était pas informé de l'ampleur des purges. Cette interprétation sortira renforcée par l'arrestation d'Ejov en 1938, arrestation qui mettra un coup d'arrêt au déferlement de la terreur.

Malgré tout, Figes n'oublie pas de mentionner les rares « justes » ayant recueilli clandestinement des enfants abandonnés suite à l'arrestation de leurs parents, tout comme les résistants aux arrestations injustes jusque dans le NKVD ou chez quelques juges. L'auteur a le mérite de revenir longuement sur le sort des enfants abandonnés, un aspect d'ordinaire négligé par l'historiographie de cette époque. Cela le conduit à mettre en avant le rôle héroïque des grands-mères, qui ne comptaient pas leurs efforts pour réunir les enfants placés dans des familles différentes et jouer ainsi le rôle d'intermédiaire entre les mères et les enfants. En dépit des grands-mères, la population des orphelinats va connaître un violent gonflement, le tout dans des conditions effroyables. Vont sortir de ces établissements des millions d'enfants aux destins tragiques, déchirés entre un désir d'intégration au système soviétique (dont l'admission au Komsomol était considérée comme l'incarnation) et la conscience des souffrances subies entraînant inévitablement un sentiment d'extériorité.

GUERRE ET FIN DE RÈGNE

Après le choc de la conclusion du Pacte germano-soviétique en 1939, l'invasion allemande du 22 juin 1941 prend le pays de court. Les purges à la tête de l'armée l'ont totalement désorganisée et ont conduit à une complète impréparation de l'invasion de l'armée du IIIe Reich, dont la progression est dans un premier temps très rapide. La censure est renforcée – on risque d'être arrêté pour propos défaitistes –, alors que dans le même temps le parc industriel et le gouvernement sont évacués. Comme on le sait, le tournant sera la bataille de Stalingrad (ainsi que le long siège de Leningrad / Saint-Petersbourg), lors de laquelle les forces soviétiques, aidées par la population, montreront une énorme détermination et permettront d'enclencher une contre-offensive menant à la victoire finale. Les valeurs mobilisées pour motiver la résistance tiendront principalement de la défense de la mère-Russie, avec une alliance avec l'Église, complétée par un culte du sacrifice – la « génération de 1941 » après celles de la guerre civile puis du premier plan quinquennal. Le Goulag jouera un rôle déterminant dans l'économie de guerre, fournissant l'armée en munitions ou en uniformes, dans des conditions toujours plus inhumaines : Figes mentionne un taux de mortalité de 25 % durant l'hiver 1942. Dans le même temps, les grands complexes industriels tourneront à plein en étant alimentés en main-d'œuvre par le biais de rafles successives.

En dépit de ces conditions extrêmement difficiles, Figes donne à voir une autre réalité derrière la guerre, ce qu'il nomme une période de « déstalinisation spontanée », marquée par une liberté de discussion nouvelle et inconnue depuis longtemps, basée sur le sens de la responsabilité que le conflit a fait naître en chacun des citoyens mobilisés. Les critiques à Staline ne sont pas rares, dans le même temps où on assiste à un relâchement du contrôle politique, ouvrant par exemple des possibilités de carrière aux enfants d'ennemis du peuple. Ce climat d'ouverture inquiète bien entendu le sommet du parti, surtout durant l'avancée de l'armée soviétique à l'ouest, ce qui met en contact les jeunes soviétiques avec le mode de vie occidental.

De même, à la sortie d'un conflit qui a coûté 26 millions de vies humaines au peuple soviétique, plusieurs groupes de discussion critiques, puisant leur inspiration chez Marx pour critiquer les carriéristes du Komsomol, voient le jour. Des mouvements de grève ont lieu pour demander une vie digne dans un contexte de manque de biens de consommation. Staline ne va évidemment pas tolérer bien longtemps le climat de liberté de parole né pendant la guerre. La répression frappe ainsi l'armée de même que l'appareil du parti de Leningrad. La voie tracée au sommet est donc une reprise en main et un retour à l'austérité, dans un climat de guerre froide. Dans ce cadre, le travail forcé s'accroît alors que le Goulag est toujours plus intégré à l'économie civile dans le cadre d'un immense empire industriel dont l'irrationalité est criante, dans la mesure où les coûts de surveillance dépassent la production...

Une nouvelle base sociale nécessaire à la reprise en main du régime est créée, constituée principalement d'une élite de spécialistes aux aspirations bourgeoises. On assiste en fait pour Orlando Figes à une routinisation du régime, dans laquelle ce sont la servilité et le conformisme qui priment, et non la peur comme cela avait pu être le cas pendant la grande terreur.

La dernière phase répressive du règne de Staline a comme origine la reprise en main idéologique embranchée dans l'après-guerre contre le climat de liberté de parole et plus précisément dans les arts et les sciences. La campagne surnommée « jdanovchtchina » participe d'une mise à l'écart des tendances « européennes » en littérature par une affirmation d'un nationalisme grand-russe et surtout par des attaques ouvertes contre les auteurs « cosmopolites », nom de code pour désigner les auteurs juifs. Si cette campagne se déroule au premier chef dans les revues et les instituts littéraires, elle a comme conséquence, selon Figes, d'ouvrir les vannes d'un antisémitisme latent dans la population – mais auparavant considéré comme une relique du passé tsariste –, qui avait déjà été réactivé sous le coup de la propagande nazie. Dès la fin des années 1940, l'obsession du complot de Staline tournera à nouveau au délire, avec tout d'abord des machinations destinées à accréditer la théorie d'un vaste complot alliant les Juifs soviétiques à l'État d'Israël – à mesure que l'État sioniste se rapprochait des États-Unis. Par la suite, tous les Juifs devinrent des « ennemis du peuple » en puissance. L'apogée de cette campagne fut bien entendu le « complot des blouses blanches » dont l'idée était venue à Staline en 1948 à la mort de Jdanov, causée selon lui par des carences médicales. Le fait qu'aucun des médecins ayant soigné Jdanov n'était juif contraignit Staline à trouver le moyen de rattacher sa mort aux médecins juifs, ce qu'il parvint à faire en arrachant des aveux à des praticiens juifs. Dès lors, la situation s'emballa et le pays fut à nouveau plongé dans la répression ouverte, plusieurs milliers de Juifs furent ainsi arrêtés et déportés, alors que Staline envisageait l'édification de nouveaux camps de travail spécialement prévus pour y déporter ces nouveaux détenus juifs. Sa mort l'empêchera de mettre son projet en pratique. La joyeuse ironie de l'histoire étant que sa mort aurait certainement pu être évitée si l'on avait fait appel de suite aux médecins, mais dans la panique du complot des blouses blanches, aucun proche n'osa s'y risquer.



4. Dans *La révolution trahie*, que cite Orlando Figes, Trotsky traite également de cette question dans son chapitre intitulé « Thermidor au foyer ».

Figes s'attarde longuement sur les réactions à la mort de Staline, faites de choc et de chagrin dans le pays alors que la joie était dissimulée. Sauf dans les camps où les manifestations d'euphorie s'étendirent sur plusieurs jours. Plusieurs observateurs ont décelé du soulagement sur les visages des membres du présidium, qui se réunirent après la mort de Staline pour discuter de la situation. Parmi tous les sentiments divers et contradictoires que pouvaient ressentir les Soviétiques suite à la mort du « petit père des peuples », il en était néanmoins un qui faisait l'unanimité : la peur de l'inconnu avec la suite du régime. Cette peur se focalisait notamment sur la personnalité de Beria, identifiée au Goulag.

Après le coup de force de palais pour éliminer Beria et la reprise de son programme de réformes par Khrouchev, une grande amnistie sera mise en œuvre, avec la libération de 40 % des détenus. Il s'agissait là d'une coutume tsariste : on libérait les prisonniers lorsque le tsar venait à mourir. Les conditions se firent par contre plus pénibles pour les détenus non libérés, dont beaucoup de « politiques », entraînant des révoltes. Orlando Figes examine ainsi un soulèvement dans le gigantesque complexe industriel de Norilsk, soulèvement qui regroupa plus de 20'000 détenus. Le mouvement de grève y fut initié par un cercle de lecture connu sous le nom de « vrais léninistes » et fut défait après une lutte de plus d'un mois.

Le retour des prisonniers ne se fit pas sans mal, tant ceux-ci étaient brisés par les années passées dans les camps. La reconstruction d'une vie familiale fut rendue plus ardue encore par le sentiment d'incommunicabilité ressenti par les victimes, sentiment redoublé pour certains par une vague culpabilité. Le retour n'empêcha aucunement les discriminations multiples envers les anciens détenus : difficulté à trouver un emploi, à être enregistré pour avoir un logement, etc. Pour plusieurs victimes, l'obtention de la réhabilitation par le parti était une véritable obsession, tant sur un plan symbolique que pour pouvoir bénéficier d'indemnités « plus élevées », mais la procédure était longue et constamment entravée par le régime qui tentait ainsi de minimiser l'ampleur des exécutions, celles de 1937-1938 en particulier. La confrontation des anciens détenus avec ceux qui les avaient dénoncés fut moins explosive qu'on n'aurait pu s'y attendre, dans la mesure où la connaissance des mécanismes du régime poussait les victimes à la clémence envers des délateurs souvent contraints.

C'est la peur d'une remise en question de la totalité de la direction du parti qui conduira Khrouchev à son fameux discours du XXe Congrès du parti communiste en 1956 dénonçant les crimes de Staline dans le but de les attribuer au seul « culte de la personnalité ». Il va de soi que ces « révélations » servent la marche de Khrouchev vers le pouvoir.

C'est sur ces événements que se clôt l'ouvrage de Figes. Il s'attarde encore quelque peu sur la littérature parue durant cette période, s'interrogeant sur la difficile question de la mémoire des camps. Selon lui en effet, les survivants empruntent souvent des souvenirs à la littérature parue sur les camps de travail, comme les œuvres de Soljenytsyne ou de Chalamov, afin de surmonter certains « trous de mémoire ». L'effacement des souvenirs traumatiques étant bien compréhensible, tant par autodéfense psychologique que par peur d'une nouvelle terreur.

Au-delà de ces phénomènes, il est à relever que la transmission de l'expérience des camps a été et est encore rendue très difficile par la tradition du silence, si bien que bon nombre d'époux ne s'avouèrent les détails de leur biographie que dans les années 1980. Notons à cet égard que Figes constate une réactivation de ce mutisme avec le pouvoir autoritaire que Vladimir Poutine a mis sur pied à la fin des années 1990.

Le voyage que nous propose Orlando Figes à travers l'expérience vécue des citoyens sous Staline est captivant et l'on ne saurait trop recommander la lecture de cet ouvrage, tant la compréhension de l'expérience soviétique est capitale. A la fois pour comprendre ce qu'est la Russie à l'heure actuelle, mais aussi pour appréhender les voies de la dégénérescence bureaucratique d'une expérience se voulant émanciper l'humanité.

Alex Martins